

DANS CE NUMÉRO : **FRONT UNIQUE CONTRE L'ÉTAT D'URGENCE EN ALGÉRIE** (page 5) R. LEBLOND
LA DISCUSSION DANS LA C.G.T. (pages 6 et 7) J. PRIVAS - **L'AFFAIRE KAO-KANG** (page 9) M. PABLO
NOS INFORMATIONS OUVRIÈRES ET INTERNATIONALES

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

ALLANT DANS LE SENS DE LA VOLONTÉ DES MASSES LES DESISTEMENTS
COMMUNISTES - SOCIALISTES ONT PERMIS DES ÉLECTIONS À GAUCHE

LE FRONT UNIQUE P.C.F. - P.S. PERMETTRAIT D'INSTAURER UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS

AVEC la venue de ce printemps 1955, ce n'est pas seulement la nature qui renaît ; le mouvement ouvrier montre lui aussi des signes de renouveau. Dans les entreprises, on note des manifestations revendicatives, encore bien minimes, mais qui prennent toute leur signification du fait qu'elles se produisent spontanément et dans des entreprises sans liaison entre elles. Les élections cantonales, tant au premier qu'au second tour, ont aussi donné des indications précieuses : il y a eu un déplacement global à gauche, et on a nettement vu s'affirmer l'hostilité des masses à la politique réactionnaire d'un Parlement élu dans un scrutin truqué, qui a senti le vent de la défaite en Août 53 et à Dien-Bien-Phu et veut profiter au maximum des avantages précaires dont il dispose.

Tous les signes pointent vers un renouveau d'action et de lutte des masses, bien que ce ne soit pas pour le moment aussi net qu'au printemps de 1953.

L. Dérrier

Le Mirage de la "Détente"

Après les pourparlers sur le traité d'Etat Autrichien, après l'acceptation probable par Washington d'une discussion bilatérale avec Pékin pour régler les conditions d'un cessez le feu dans le détroit de Formose, la menace de guerre s'éloigne-t-elle ? Le monde s'achemine-t-il vers cette coexistence idyllique que certains articles de la presse bourgeoise sembleraient promettre ?

Le problème de l'Autriche, sur la base des propositions soviétiques, semble être en passe d'être réglé, et nous reviendrons plus bas sur le sens et la valeur des propositions du Kremlin. Mais à travers ces pourparlers, à propos de leur objectif, un autre problème hante la discussion et revient sans cesse dans la presse : le problème de l'Allemagne. Car personne ne se fait d'illusions sur le fait que le point névralgique de l'Europe, ce n'est pas l'Autriche mais bel et bien l'Allemagne. Une solution inspirée des propositions qui servent de base à la discussion du traité d'Etat autrichien, à savoir que le gouvernement de Vienne doit s'engager à rester en dehors de toute alliance militaire, est-elle applicable en Allemagne ?

L'acharnement mis par les impé-

rialistes occidentaux à obtenir la ratification des accords de réarmement de la bourgeoisie d'Allemagne Occidentale sur la signification desquels nous nous sommes à maintes reprises expliqués dans ces colonnes, fournit une première réponse négative à cette question.

Outre le problème des alliances militaires, le problème de la réunification de l'Allemagne pose avant toute chose pour les impérialistes occidentaux les dangers de la confrontation immédiate du régime économique et social qu'ils maintiennent en Allemagne Fédérale avec celui de l'Allemagne de l'Est. Lequel l'emporterait dans une telle confrontation ? Les représentants les plus autorisés du régime capitaliste décadent n'ont certes aucune illusion quant aux pouvoirs dynamiques comparés de leur régime et de celui du monde anti-capitaliste. Ils ne se risquent pas de bon gré à une telle confrontation directe. Le gouvernement soviétique, pour sa part, redoutant l'énorme levée prolétarienne allemande qui résulterait de la réunification des forces ouvrières des deux parties de l'Allemagne qui dans ces deux dernières années ont fait de part et d'autre un si grand

(SUITE EN DERNIÈRE PAGE.)

PARAIT LE PREMIER
VENDREDI DE CHAQUE
MOIS

EN VENTE DANS LES PRINCIPAUX KIOSQUES
(Gares, Métro, Boulevards)

LES organisations ouvrières ne peuvent provoquer artificiellement des mouvements de masse, contrairement aux conceptions réactionnaires sur les « agents » et les « meneurs ». Mais quand les masses commencent à donner des signes de mouvement, le rôle des organisations ouvrières — et en premier lieu celles qui exercent une influence de masse — devient capital : selon la politique de ces directions, le mouvement des masses peut prendre de l'assurance, s'amplifier et vaincre, ou bien il peut avorter malgré la combativité des masses. L'exemple encore tout récent, c'est précisément celui de l'année 1953. La puissance

P. FRANK

ouvrière s'est déployée magnifiquement ; les directions n'ont pas voulu stimuler le combat, le diriger, lui donner des objectifs, et la bourgeoisie a pu triompher sans même avoir à faire preuve d'intelligence avec un Laniel, à sa tête.

Que faire maintenant pour éviter le renouvellement d'un effritement de la volonté de combat des masses ?

Pendant des mois, des années même, les deux directions qui se partagent le contrôle des masses avaient une préoccupation première : la direction du P.C.F., pour faire échec à la C.E.D. puis aux accords de Paris, a fait appel aux sentiments « nationaux », recherché l'entente avec tous les « bons Français », accumulé pétitions, rassemblements et délégations avec les personnalités et prétendues telles les plus diverses, pour faire pression sur le Parlement. La direction du P.S. n'a pas reculé devant la plus grave des crises au sein de son parti pour obtenir le vote des accords impérialistes. Les masses éberluées bougeaient de moins en moins. La politique de la direction du P.C. aboutit à un cuisant échec. La direction du P.S. n'en tira aucun profit. La droite qui avait cédé un moment la place à Mendès-France pour qu'il arrête la guerre du Vietnam et fasse passer le réarmement de l'Allemagne profita de la situation pour passer à l'offensive sur toute la ligne : répression aux colonies, loi sur l'état d'urgence, offensive cléricale contre l'enseignement...

(Suite en dernière page.)

Fraternisation avec nos frères nord-africains

Tous les travailleurs déplorent les incidents du meeting de Vincennes, dont les dirigeants de l'U.D. sont responsables.

Les travailleurs Nord-Africains ne se sentent pas, à juste titre, soutenus par les organisations ouvrières françaises.

On comprend leur colère légitime quand on prétend leur imposer un orateur qu'ils n'ont pas choisi eux-mêmes.

Tous les travailleurs français, dans leurs organisations, demanderont que la démocratie commence par s'appliquer aux travailleurs Nord-Africains actuellement en butte à la répression gouvernementale et qui se sont heurtés dans plusieurs villes de France aux forces policières.

(VOIR NOTRE ARTICLE P. 10.)

NOTRE JOURNAL

Sur chaque aspect de la politique française et internationale (comme nous avons essayé de le démontrer dans notre dernier n°), nous avons été les seuls à apporter une explication juste, des perspectives que les faits ont vérifiées à plusieurs reprises. Notre plus réel souci est et reste : trouver de nouveaux lecteurs, apporter à des militants, à des cadres communistes, la possibilité de lire notre journal. Et cette tâche est CELLE DE TOUS CEUX QUI SOUTIENNENT NOTRE COMBAT. Chacun de nous, lecteurs, amis sympathisants, connaissez sans nul doute des militants communistes, des ouvriers qui ne connaissent pas notre journal. Vous pouvez être le lien qui nous manque, en nous communiquant des adresses de travailleurs, militants communistes susceptibles d'être intéressés par notre presse et nous permettre ainsi d'accroître le réseau de nos lecteurs, de faire pénétrer nos idées au sein du P.C., dans des couches de plus en plus décisives pour l'avenir du mouvement ouvrier français. L'évolution de la situation interne dans les P.C., dont nous avons essayé dans ce journal de décrire le déroulement et d'en dégager l'explication : P.C. Belge, P.C. Français, crise actuelle du P.C. Italien, ne peuvent manquer de poser des problèmes aux meilleurs militants et cadres communistes. Les explications de leurs directions ou sont inexistantes ou se bornent à rejeter des tendances en se servant de motifs plus ou moins policiers qui n'ont d'autres résultats que

de semer le trouble et la confusion. La discussion actuelle qui se déroule dans les sommets de la C.G.T. est un exemple de plus, à la fois de la coupure qui réside entre les dirigeants et la base de ces organisations et partant de la nécessité de donner à ces milliers de militants les explications nécessaires à la compréhension de ces phénomènes. Nul part ailleurs que dans les colonnes de ce journal, ne leur sera donnée une analyse marxiste sur ces discussions, ni les perspectives qui devraient être celles du mouvement ouvrier et en premier de ses partis P.C. en tête.

C'est pour ces raisons que nous vous appelons, lecteurs, sympathisants, à aider notre journal à pénétrer plus largement auprès des militants ouvriers en nous envoyant adresses, renseignements, nous permettant de répandre mieux nos idées. Notre journal atteindra ainsi un militant ici, un groupe là, un syndicat autre part. Et si vous nous dites : J'ai une adresse à communiquer, mais une seule ça ne sert à rien. L'arithmétique dans un tel cas n'a qu'une importance relative, un militant ici, un autre là, ce sont des dizaines d'ouvriers qui par contre-coup sont animés par notre politique. Il n'y a pas de secret pour faire pénétrer notre politique dans la tête de militants communistes de plus en plus nombreux. Des adresses, camarades, lecteurs, envoyer nous des adresses, afin de réaliser mieux et plus complètement notre objectif.

P. GIRAUD.

CINÉMA

LE SEL DE LA TERRE

UN film que tout révolutionnaire doit avoir vu.

Un film contre lequel toutes les cabales et violences de Hollywood et de la commission des activités anti-américaines ont été utilisées.

L'actrice mexicaine Rosaura Revueltas a été expulsée des Etats-Unis. Clinton Jenk, le militant syndicaliste, qui joue son propre rôle dans le film, subit une peine de 5 ans de prison, sous l'inculpation de « communisme » et grâce au témoin à gage Matusov.

Sa voiture a été arrosée de balles lors du tournage du film par les bandes racistes. Le film a été interdit dans plusieurs états et dénoncé comme extrêmement dangereux par les ligues réactionnaires et racistes du Sud.

Il faut dire que cela ne surprend pas, l'œuvre est absolument remarquable. D'abord c'est une histoire vraie.

Une information du New-York Times l'a fait connaître au scénariste Michael Wilson.

Elle est jouée par ceux-là mêmes qui l'ont vécue, les mineurs et leurs femmes de cette cité minière du Nouveau Mexique.

Un des rôles principaux est tenu par un mineur Mexicain : Juan Chacon.

C'est l'histoire d'une grève des mineurs de zinc qui dura près d'un an.

Au bout de quelques mois, la direction de la mine, avec la police locale, fait usage de la loi Taft-Hartley qui interdit les piquets de grève. Mais la loi ne stipule pas que les femmes de grévistes ne peuvent pas relever ceux-ci.

C'est autour de cette trouvaille née du désir de vaincre qui anime ces hommes et ces femmes qu'est construit le film. Ce qui en fait la réussite c'est que c'est une femme de mineur — Esperanza — (Rosaura Revueltas) qui raconte la grève. Alors celle-ci prend des dimensions imprévues, ce n'est plus seulement une grève c'est un combat exaltant où se forment des hommes et des femmes nouveaux.

Ce sont les plus exploitées parmi les plus exploitées, femmes, et femmes de travailleurs de couleur, qui avaient le moins à perdre et le plus à gagner dans la lutte qu'on nous conte. Triplement exploitées, par le capitalisme, par la discrimination raciale, par discrimination de sexe, c'est contre leurs compagnons qu'elles ont d'abord combattu, pour faire admettre leurs propres revendications, et leur droit à la lutte. Et c'est presque malgré eux qu'elles les remplacent au piquet de grève, se battant courageusement contre la police. Grâce à elles la situation est changée, elles

sont devenues d'autres femmes, elle est acquise de vive lutte la reconnaissance de leur droit à l'égalité. Le rapport des forces est changé. La direction de la mine cède.

Tout est contenu dans ce film, le problème de la lutte de classe, de la solidarité ouvrière — de l'égalité raciale, de l'émancipation de la femme. Et c'est pour ça que c'est un film révolutionnaire, même s'il ne préconise pas le renversement du gouvernement des Etats-Unis. En outre un style

et des images très dépouillées, après.

Une œuvre comparable aux films bolcheviques de la meilleure période.

Un témoignage humain bouleversant. Il faut applaudir très fort les réalisateurs de cette œuvre courageuse et militante. Quel optimisme révolutionnaire on a, quand on sort du Studio des Ursulines, après avoir entendu ce grand cri d'espérance, qu'un épisode de la lutte du prolétariat américain transmet aux travailleurs du monde entier.

P. V.

Une édition capitale des ECRITS de Léon TROTSKY

(de 1928 à 1940)

Sous le patronage de MM. :
Claude BOURDET, directeur de « France-Observateur »,
Jean CASSOU, directeur du Musée de l'Art Moderne,
Maurice DOMMANGET, historien,
Daniel GUERIN, écrivain,
Jean MAILLOT, du « Mouvement Français pour l'Abondance ».

Maurice NADEAU, critique littéraire,
Alfred ROSMER, écrivain,
et avec les vœux de Natalie TROTSKY qui écrit :
« Permettez-moi de saluer votre initiative pour publier ces articles de TROTSKY qui éclairent une période importante du mouvement ouvrier et du monde entier. Les efforts que vous faites seront couronnés de succès. »

La mort de Staline et les nouveaux développements survenus depuis lors dans la pratique des dirigeants soviétiques n'ont fait que raviver l'intérêt sur le devenir de l'U.R.S.S. et celui du régime politique personnifié par le long règne de Staline. La lutte au sein du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et de la III^e Internationale qui a précédé la consolidation de ce régime, cette lutte entre « trotskystes » et « stalinien », et la signification de toute la lutte menée plus particulièrement par TROTSKY lui-même jusqu'à ce qu'il fut odieusement assassiné en août 1940 par un agent du Guépéou, attirent à nouveau l'attention.

C'est dans le cadre de ces considérations que se situe l'effort entrepris pour publier, dans une série de volumes, tous les écrits de TROTSKY dans la période qui s'étend de son exil hors d'U.R.S.S. jusqu'à sa mort, à l'exception des grands ouvrages de cette période qui existent en librairie.

Ces articles et brochures qui sont absolument inconnus des nouvelles générations contiennent des analyses, des appréciations, des perspectives marxistes sur la situation internationale qui a précédé la 2^e guerre mondiale sur la situation de l'U.R.S.S. et les grands procès de Moscou, sur la situation en Allemagne avant et après la victoire des nazis, sur la révolution espagnole de 1931-1938, sur la France des années du « Front populaire », sur le mouvement qui a donné naissance à la IV^e Internationale.

Le volume I de ces écrits de L. TROTSKY est déjà à la composition et paraîtra en mai ou juin 1955 au plus tard, contiendra environ 350 pages et sera remis aux souscripteurs pour le prix de 600 frs français, c'est-à-dire une somme sensiblement inférieure au prix de vente en librairie.

Envoyer la souscription (600 frs) à Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu, Paris (2^e), ou au C.C.P. de la « Vérité des Travailleurs » : Paris 6965-68.

S.
E.
L.

TROTSKY

Histoire de la Révolution russe

(2 vol.) 1.800 fr.

« MA VIE »

Nouvelle Edition de la N.R.F. : 1.150 fr

La Révolution trahie 600 fr.

Envoyez vos commandes à :

« La Vérité des Travailleurs »

64, rue de Richelieu - PARIS-2

C.C.P. 6965-68 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM Prénom
Profession Adresse
Abonnement Je vous adresse la somme de

ABONNEMENTS :

1 AN: France: 300 fr. - Etranger: 500 fr. Sous pli fermé: 600 fr.

PERMANENCE

64, Rue de Richelieu,
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. 30 à 19 h. 30
le samedi, toute l'après-midi

LA VIE POLITIQUE ET SOCIALE EN PROVINCE: LA BRETAGNE

Ce qui frappe en premier lieu le visiteur des départements bretons, c'est l'anarchie du système capitaliste décadent dans le domaine particulier de la construction et du logement. Brest, par exemple, à peu près complètement détruite par la dernière guerre, située dans un cadre exceptionnel pouvait fournir à un architecte révolutionnaire l'occasion de construire une ville en correspondance avec les besoins de 110.000 habitants de l'ère atomique. Au lieu de cela, deux impératifs ont dirigé la construction : le respect de la propriété privée du sol et des emplacements commerciaux et la nécessité de faire des économies — c'est-à-dire du profit —. Le résultat est laid et stupide. Les rues épousent la forme de celles d'avant-guerre. Elles sont généralement étroites et peu ensoleillées. Les embouteillages y sont fréquents. Un seul boulevard bordé d'arbres, pas un seul jardin, quelques rares coins de verdure, une seule école publique a été reconstruite (les autres sont en baraqueries!). Les blocs de maisons sont laids de forme et tristement gris. Plus de vingt cinq mille habitants sont encore logés en baraques vétustes et mal entretenues tandis que beaucoup d'appartements en dur sont inachevés depuis plusieurs années ou inoccupés. Les anciens

propriétaires d'avant-guerre se sont vus attribuer des constructions dépassant souvent du double le montant de leurs sinistres de guerre. Ne pouvant payer ils sont contraints de mettre en vente. En attendant les logements restent vides. Pour d'autres la reconstruction s'est arrêtée lorsque le montant des sinistres fut absorbé et les logements restent inachevés jusqu'à ce qu'un acquéreur veuille bien se charger de financer la fin des travaux.

Il nous a été donné de constater qu'à Lorient et St-Nazaire où la reconstruction est moins avancée, les mêmes phénomènes se retrouvent. A Quimper, la plus haute fantaisie se donne libre cours sans qu'il soit tenu compte des besoins sociaux. Des champignons de toutes formes, de toutes dimensions et couleurs poussent sans ordre ni plan au gré des besoins les plus rentables des hommes d'affaires qui spéculent sans vergogne sur la misère et aussi la carence des pouvoirs publics pour faire monter les prix à leur convenance. Profits sur la vente des terrains, la construction et sur les prêts enflent sans cesse ; la campagne est riche, les affaires sont bonnes, la petite bourgeoisie s'endette à vie, la classe ouvrière reste spectatrice, confinée dans ses taudis quelquefois moyenâgeux.

LA VIE DANS LA CLASSE OUVRIÈRE

Elle est profondément marquée par le mécontentement général et par l'exigence de solutions valables aux problèmes du logement, du travail, des salaires, des loisirs, de la paix. Le sentiment généralement exprimé est qu'il faut faire « quelque chose » pour résoudre d'urgence ces problèmes. La plupart des ouvriers se déclarent prêts à se mobiliser dans une action générale pour imposer ces solutions. Mais une grande méfiance se dégage cependant à l'égard des solutions proposées par la direction de toutes les organisations ouvrières. On peut dire, ici comme partout ailleurs en France qu'il n'y a ni le P.C. ni le P.S. n'ont réussi à mobiliser un pourcentage important de la classe ouvrière sur leurs propres mots d'ordre. Il est courant d'entendre dire au contraire sous une forme plus ou moins confuse mais qui témoigne d'une réelle conscience de classe, que de la réalisation d'un accord unitaire des seules organisations ouvrières au sommet comme à la base, dépend la solution des problèmes sociaux et des problèmes économiques les plus urgents. Un grand nombre d'ouvriers reconnaissent volontiers que pour obtenir de sérieuses et durables améliorations de leur situation économique, il est nécessaire que de profondes transformations sociales soient réalisées. Ils veulent bien se battre pour amener ces transformations. Leur combativité est aussi grande que leur misère et leur désorientation, aussi ne comprennent-ils pas les déclarations (celles des dirigeants stalinien en particulier) selon lesquelles le rapport de force dans le pays ne permettrait pas de s'engager sur une telle voie.

D'une façon générale, les ouvriers de la région connaissent actuellement une période de plein emploi. Aussi peuvent-ils manifester leur combativité par de nombreux mouvements revendicatifs (1). A St-Nazaire qui est le gros centre de constructions navales en

lutte réunissant toutes les tendances du mouvement ouvrier, d'un rassemblement départemental de ces Comités lequel lança l'ordre de grève pour le 16 Mars (2). La démonstration a été faite que les travailleurs sont enthousiastes à débrayer tous ensemble sur un mot d'ordre commun. Ils réclament des directions ouvrières l'organisation d'une grève générale pour la suppression des zones de salaires, à laquelle les salariés de la Région Parisienne ne manqueront pas de s'associer.

A travers tous ces mouvements, et depuis le début de l'année la

C.G.T. enregistre un grand nombre d'adhésions. Le résultat des élections de délégués révèle que la confiance des ouvriers va de plus en plus vers la C.G.T. Ce phénomène marque à coup sûr la grande combativité des travailleurs qui à l'approche des grandes luttes s'organisent syndicalement. Mais beaucoup s'étonnent que la C.G.T. n'ait pas, à l'occasion tant attendue du « rendez-vous d'Avril », tenté de préparer dans l'unité les grandes luttes auxquelles ils aspirent et qu'ils croient possible. Le souvenir d'août 1953 reste vivace dans les esprits.

L'ATMOSPHÈRE POLITIQUE

En l'espace d'un mois la population du Finistère s'est rendue aux urnes à quatre reprises. Deux fois pour le remplacement d'un député décédé et deux autres fois aux élections cantonales.

Le trait dominant de ces élections fut le pourcentage d'abstentions atteignant environ la moitié du corps électoral. Des conversations que nous avons pu avoir il ressort que les causes en sont de deux ordres : une raison technique inspirée par la bourgeoisie réside dans le fait que les quartiers ouvriers n'ont pas de bureaux de vote. Si les hommes acceptent de se déplacer, quelquefois de plusieurs kilomètres pour aller voter, les ménagères ne peuvent se permettre d'abandonner foyer et enfants durant plusieurs heures le dimanche matin. Les catholiques qui traditionnellement votent à droite, passent au bureau de vote en sortant de la messe où l'on a pris la précaution de les chapitrer sérieusement sur la question. Ceci est particulièrement valable pour les communes rurales. Ceux qui se déplacent en voiture, et ils sont de plus en plus nombreux, ne sont pas non plus généralement ceux qui votent à gauche. Si bien que les abstentionnistes se trouvent pour la plupart dans les rangs de la classe ouvrière. Cependant la cause la plus profonde n'est pas d'ordre technique mais politique. Si les directions des partis ouvriers s'emploient à répandre dans les masses les illusions parlementaires, instinctivement ces dernières ne sont pas dupes. Nous avons déjà dit combien les ouvriers ont conscience de la nécessité de profondes transformations sociales pour obtenir une réelle amélioration de leur sort dans tous les domaines. Ils savent que la voie électorale ne peut remplacer l'exécution d'une ligne politique basée sur la lutte de classes en vue de la prise du pouvoir par les organisations ouvrières. Aussi réagissent-ils par une certaine indifférence à l'égard des problèmes électoraux.

Les élections législatives partielles du début d'Avril ont vu apparaître au 1^{er} tour un candidat de la jeune République présenté par la Nouvelle Gauche, il recueillit 7.000 voix, le P.S. 48.000 et le P.C.F. 45.000. Notons que ce dernier compta plus de 100.000 suffrages à la Libération.

Au second tour, le P.S. et le P.C.F. se retrouvèrent face au seul candidat de la bourgeoisie. Le devoir de classe commandait au P.C.F. de se désister en faveur du candidat socialiste. Les désistements réalisés pour le 2^e tour des élections cantonales démontrent que c'était possible. Mais le P.C.F. imposa comme condition que le candidat socialiste désavoue com-

plètement la politique de son Parti pour adopter une partie de celle du P.C. C'était la meilleure façon de s'y prendre pour éviter le Front Unique électoral. Si le P.S. a gagné des voix dans le Finistère et n'en a pas perdu sur la droite, il faut éviter de conclure que les électeurs communistes ont pratiqué ce F.U. dans l'isolement, puis que le candidat du P.C. a augmenté le nombre de ses voix au second tour. Il faut seulement retenir la grande popularité personnelle du socialiste Mao, Maire de Châteaulin, qui apparut à la pointe du combat dans le département dans la lutte contre les abattements de zones, qui sut exploiter adroitement les progrès qu'il fit réaliser sur le plan municipal et mettre les électeurs en face d'un choix « votez gauche contre la Réaction, n'éparpillez pas vos voix ».

Dans le courant de la semaine qui sépara les deux tours des élections cantonales, le P.C.F. abandonna sa position sectaire.

Les Directions fédérales du P.S. acceptèrent l'accord dans les Côtes du Nord et la Loire-Inférieure. Dans les autres Départements la direction fédérale du P.S. repoussa officiellement les propositions du P.C., mais de nombreux accords et désistements se réalisèrent entre candidats. Partout les organisations laïques appelèrent les travailleurs à grouper leurs voix tandis que les candidats Nouvelle Gauche se désistaient en faveur du mieux placé. On a pu remarquer que si les directions du P.S. opposèrent des résistances, la base de ces organisations manifesta beaucoup d'enthousiasme pour le Front unique. Dans le P.C. ce fut le contraire tandis que les directions calquant leurs déclarations sur celle du B.P. abandonnèrent une partie de leur sectarisme, dans la base du Parti, on enregistra une nette répugnance à voter socialiste. On ne se dépouille pas si facilement des effets d'une propagande qui longtemps mit dans le même sac Socialistes et Réactionnaires.

Pour ne citer que le Finistère,

C. HENRY.
(SUITE PAGE 12.)

(1) Il faut signaler que cette période de plein emploi doit s'étendre sur de nombreux mois, car les carnets de commande de la Construction Navale sont chargés, tant pour la marine marchande que pour les constructions de guerre.

(2) Des comités d'unité ont pris naissance dans plusieurs départements de l'ouest témoignant ainsi de l'extrême volonté de lutte dans la classe ouvrière.

LE P.C.F. NE DOIT PAS EN RESTER LA

Pendant des années, même lorsque le Parti Socialiste ne participait pas au gouvernement le Parti Communiste Français n'a jamais fait véritablement campagne pour le Front Unique Ouvrier. La tactique du P.C.F., bien que les dirigeants s'en soient défendus à maintes reprises pouvait être considérée comme une entreprise de débauchage individuel des militants S.F.I.O. que l'on ne voulait pas considérer comme des militants disciplinés d'un Parti. Il s'agissait de dissocier les militants de leur Parti auxquels on ne s'adressait pas en tant que tel : En fait, dans le meilleur des cas, on s'adressait tantôt à une Fédération, tantôt au groupe parlementaire, et cela sans lendemain. Nous avons répété à maintes reprises qu'il fallait s'adresser à tous les échelons du Parti Socialiste ; que, dans ce cas seulement, les militants S.F.I.O. seraient convaincus que l'on ne cherche pas à « plumer la volaille » que le courant unitaire se renforçant ainsi, mettrait en difficulté ceux des dirigeants socialistes qui se refusent à l'Unité. Les propositions aux différents échelons, y compris au Comité Directeur, facilitent le développement de l'unité à la base et réciproquement. Nous ajoutons que la direction du P.C.F., engagée dans le cours de l'union avec tous les bons français, redoute qu'une véritable politique de Front Unique n'incommodât les éventuels alliés bourgeois qui n'ont pas d'ailleurs tenu compte de la « sagesse » du Parti Communiste Français. Les accords de Paris sont ratifiés, la loi d'urgence est votée, et le gouvernement et le patronat ont pu se permettre de poser à la classe ouvrière les lapins d'Octobre et d'Avril. Le P.C.F. porte une lourde responsabilité dans la facilité, relative d'ailleurs, avec laquelle la bourgeoisie française peut manœuvrer.

Le 11 Mars 1955, Jacques Duclos adressait au groupe socialiste de l'Assemblée Nationale, une proposition pour établir et défendre en commun à l'Assemblée un texte portant suppression des abattements de zones et relèvement du salaire minimum garanti. Un mois après, le 14 Avril 1955, le Bureau Politique du Parti Communiste Français proposait au Comité Directeur du Parti Socialiste l'unité d'action contre la fabrication des bombes atomiques. Le Bureau Politique demandait aux Fédérations, aux Sections de s'adresser à l'échelon correspondant du Parti Socialiste. Enfin pour le deuxième tour des élections cantonales, le P.C.F. a proposé le désistement réciproque des deux partis pour battre la réaction. Nous saluons dans ces initiatives les premiers pas qui pourraient aller en direction d'une politique de front unique ouvrier que nous n'avons jamais cessé de préconiser dans les colonnes de ce journal.

Les résultats du second tour prouvent que la classe ouvrière attendait de la part du P.C.F. cette initiative : le nombre de voix pour le candidat de l'unité est souvent supérieur à celui obtenu au premier tour par les deux Partis.

Nous parlons de premiers pas. En effet il faut attendre encore pour savoir si le P.C.F. va se lancer dans une politique de Front Unique. Il y aurait d'ailleurs bien des observations et critiques à faire sur les dernières initiatives du P.C.F. : Aucun effort n'a été fait pour populariser la lettre de Jacques Duclos à Edouard Depreux alors que les murs de toutes les communes de France étaient recouvertes, tout récemment encore, pour annoncer que le P.C.F. était prêt à s'allier à « qui que ce soit » (1).

D'autre part, les élections du 2^e tour doivent être une manifestation de classe ; le problème était et est d'empêcher la victoire d'un candidat bourgeois quelqu'il soit : pourquoi alors ne se désister que sous condition d'un programme ? Là où le candidat socialiste arrivait en premier, il fallait se désister pour lui sans condition.

Les lecteurs de l'Humanité ont pris connaissance d'un texte du P.C.F. dont ils n'auront pas manqué de relever cette phrase :

« Le mouvement (vers l'unité) va en se développant jusqu'à devenir irrésistible et imposera une politique de progrès social et de paix que tout le pays attend. » (Humanité du 23 Avril.)

Pour que ce pronostic se réalise le plus vite possible, le P.C.F. doit ouvrir, après les premiers pas qu'il a faits, une campagne pour le Front Unique en direction du Parti Socialiste, en faisant à tous les échelons des propositions répétées pour obtenir satisfaction des revendications, contre l'état d'urgence et le colonialisme, contre les préparatifs de guerre impérialiste en Europe et en Asie.

Tout accord partiel crée des conditions favorables pour conclure un accord plus général. François Billoux, dans l'Humanité du 16 avril 1955 écrivait : « Mais en attendant que l'accord se fasse sur un programme général, pourquoi ne pas réaliser et organiser au fur et à mesure l'action commune sur chaque question où l'entente est immédiatement possible. »

C'est une vue erronée. Il faut donner, en faisant des propositions programmatiques, la perspective de nouvelles élections et d'un gouvernement P.C.F.-P.S. Avec quel enthousiasme serait accueillie une telle politique. Mais pour cela la direction du Parti Communiste français doit déclarer sans ambiguïté que la dénonciation des accords impérialistes (Pacte Atlantique, U.E.O.) ne signifieront pas l'entrée de la France dans une autre coalition militaire envers laquelle les militants S.F.I.O. montrent de la méfiance. Ce programme est acceptable pour les deux partis et constituerait un pacte d'unité pour les ministres au gouvernement. Dans le pays, le P.C.F. pourrait développer sa propagande pour la défense de l'U.R.S.S., de la Chine Populaire, du Nord Vietnam, des démocraties populaires qui sont des conquêtes du mouvement ouvrier. Que cette indépendance vis-à-vis des conditions militaires soit possible, les pourparlers relatifs au traité d'Etat autrichien le montrent. Mais en France, comme les derniers événements le prouvent, la bourgeoisie ne peut diriger qu'en exploitant les travailleurs et en préparant la guerre impérialiste.

La situation sociale et la politique extérieure sont indissolublement liées. On ne peut changer la politique extérieure et ensuite la situation sociale comme le prétend Maurice Thorez. Au contraire, c'est le changement dans le régime social qui est la condition du changement dans la politique extérieure. Seul en est capable un gouvernement P.C.F.-P.S. appliquant un programme anti-capitaliste.

R. MERLIN.

(1) C'est seulement envers le P.S. qui est un parti ouvrier et non envers des partis bourgeois si « gauche » soient-ils que se pose la politique de front unique et les désistements électoraux.

Berthe JOLY



Le 13 avril est décédée à Lyon notre camarade Berthe JOLY, à l'âge de 64 ans.

Née à St-Claude, fille d'un ouvrier sculpteur sur pipes, elle travailla de très bonne heure dans cette industrie locale. A l'âge de 15 ans, elle participa à une grande grève qui dura plusieurs mois et se termina par une défaite. Chaque ouvrier dut écrire : lu et approuvé, et signer au bas des conditions qui furent imposées aux travailleurs vaincus. Berthe signa : lu et désapprouvé, et fut renvoyée. Elle continua à militer à St-Claude notamment pendant la guerre de 1914-18, soutenant la minorité kienthalienne et le journal « la Vague ». En 1920, elle se fixa à Lyon, devint membre du syndicat des diamantaires, et, en 1922, adhéra au Parti communiste. Elle ne cessa de militer, que ce soit à Lyon ou, au cours de nombreux séjours, imposés par sa santé fragile, dans les sanatoriums. Elle fut responsable nationale de la Fédération des blessés du poumon, candidate du P.C. à Lyon aux élections législatives de 1924, afin de poser à l'époque la question du droit de vote pour les femmes. Elle fut une des premières oppositionalistes exclues du P.C. en 1928, elle participa à l'organisation du mouvement trotskyste autour de « La Vérité » dès 1929, et ne cessa depuis lors d'appartenir au mouvement trotskyste.

Elle poursuivit le combat infatigablement à Lyon. Dans les années 1934-35, elle organisa un mouvement de femmes contre la guerre. Ni l'âge ni la maladie n'eurent raison d'elle, jusqu'à ce qu'un très grave accident - il y a environ 4 ans - l'obligea à vivre une grande partie de l'année à la campagne. Elle ne cessa jamais de suivre nos efforts ; elle resta attachée à notre organisation de toute la puissance de ses convictions qu'elle manifestait encore, à la veille de sa mort, dans un « testament » où elle réaffirmait ses idées révolutionnaires et athées.

C'est une grande militante, une grande conscience révolutionnaire, qui disparaît. Son souvenir est célébré aujourd'hui par un petit nombre de camarades. Ils le transmettront et, demain, le nom de Berthe JOLY sera honoré par le prolétariat de Lyon comme celui d'un des pionniers du communisme et de la IV^e Internationale.

Où en est la jeunesse travailleuse ?

Le 5^e Congrès de l'U.J.R.F. s'est tenu le mois dernier. Peu après paraissait, sous le titre de « L'Avant-Garde » un assez surprenant magazine, fortement inspiré quant à sa forme des hebdomadaires du type « à sensation », et quant au fond très peu axé sur les problèmes vitaux de la jeunesse actuelle. Que se passe-t-il donc ?

En lançant sa nouvelle formule la rédaction de « L'Avant-Garde » rappelle que ce journal existe depuis 34 ans.

De « L'Avant-Garde » de la guerre du Rif à « L'Avant-Garde » de la guerre de

l'Aurès, la jeunesse de ce pays s'est-elle transformée au point de ne se passionner maintenant presque exclusivement que pour le ski ou les clubs de patinette ?

Où bien à une jeunesse qui est toujours « la flamme de la révolution » les organisations ouvrières refusent-elles d'apporter la perspective révolutionnaire à laquelle elle aspire toujours ?

C'est ce problème que nous examinerons à partir de notre numéro de juin dans une série d'articles consacrés aux problèmes de la jeunesse.

Front unique contre l'état d'urgence en Algérie

L'ETAT d'urgence a pris effet en Algérie. Déjà plusieurs centaines de personnes ont été frappées d'interdiction de séjour, chassées de leur domicile et acheminées dans d'autres localités situées généralement dans le sud où leur présence est considérée avec défaveur par les autorités locales. De fil en aiguille, on s'acheminera de la sorte vers la constitution de camps de concentration.

Une censure de fait a été établie pour la presse. La zone soumise à « l'état d'urgence » s'élargit de jour en jour. Cependant, les partisans algériens multiplient les embuscades couronnées de succès le plus souvent. Ils font prisonnières des patrouilles entières, s'emparent de convois d'armes et de ravitaillement.

Les colons se sentent de moins en moins en sécurité, craignent pour leurs récoltes à venir et taxent les pouvoirs publics d'incapacité. Des circulaires ont été diffusées parmi les maires et les colons du Constantinois et du département d'Alger appelant à l'organisation de milices privées et donnant des consignes précises à cet effet. L'idée serait de charger les municipalités du recrutement de ces gardes ainsi que de leur paiement. Le gouverneur général Soustelle tout en s'élevant contre les « groupes privés » n'en accorde pas moins satisfaction aux colons en prévoyant le recru-

tement de gardes municipaux qui seront en fait à la disposition des grands propriétaires du crû.

Le même M. Soustelle avait garanti la sincérité des élections qui viennent d'avoir lieu. On sait ce qu'il en a été. La fraude, pour avoir été plus discrète et employée à une échelle plus réduite a fonctionné comme par le passé. Les urnes miraculeuses ont encore parlé donnant des centaines de voix aux candidats administratifs là où toute la population sait que seuls quelques dizaines d'électeurs ont voté. A

par **R. LEBLOND**

défaut d'électeurs on arrondit les chiffres des procès-verbaux. André Blanchet qui ne peut certes être classé parmi les anti-colonialistes fournit dans « Le Monde » un témoignage irrecusable. Le nombre des votants variait entre 10 % et 20 % dans les bureaux qu'il visita. A Arrisville il y eut 114 votants pour 1.700 électeurs inscrits. A Toufand des témoins virent 4 électeurs passer devant les urnes alors qu'on y attribua 297 voix au candidat de l'administration.

A. Blanchet se voit contraint d'avouer finalement que la population Chaouia éprouve une admiration certaine pour les hors-la-loi et que « ces éléments continuent chaque jour à gagner le maquis ».

Ce n'est certes pas la répression renforcée et le truquage d'élections, qui sont devenus une sinistre farce, qui sont susceptibles d'enrayer ce mouvement.

On ne peut que regretter que dans une semblable situation, la direction de la C.G.T. et du P.C.F., tout en parlant d'une nécessaire solidarité avec le peuple algérien se refuse à l'organisation d'une véritable action unie avec les représentants qualifiés du mouvement national algérien par ailleurs traqués et pourchassés par l'impérialisme. Un comité national d'aide et de soutien du peuple algérien englobant toutes les grandes organisations ouvrières françaises aurait dû voir le jour depuis longtemps. Il est l'élément indispensable pour l'organisation d'une vaste action de masse :

- contre la répression et l'état d'urgence ;
- contre l'interdiction du M.T.L.D. ;
- pour la libération des emprisonnés et la liberté de mouvement de Messali Hadj.
- pour le droit du peuple algérien de disposer librement de son sort.

LE SUD-VIETNAM NE SE RELEVRA PAS DU CHAOS

C'EST peu dire que d'affirmer que le chaos continue de régner au Sud-Viet-Nam. La guerre civile y a pris une ampleur considérable et il faudrait peu de choses pour qu'elle se transforme en bataille générale avec intervention du corps expéditionnaire. L'enchevêtrement des forces les plus diverses ne donne pas une apparence de simplicité à ce conflit multilatéral.

Il est finalement bien apparu que ce qui se joue dans le fond c'est une épreuve de force entre Paris et Washington. L'état-major français y fait jouer ses relations plus nombreuses dans le personnel politico-militaire de la bourgeoisie vietnamienne, sa connaissance plus intime des choses et des gens alors que les Etats-Unis n'ont qu'un seul atout, mais de taille : la puissance attractive du roi-dollar.

Dulles et Edgar Faure devront s'attabler dans quelques jours pour essayer d'en sortir. Il n'est pas besoin d'être prophète pour prédire qu'au point où en sont les choses, il n'y a plus de rétablissement sérieux possible à l'approche des élections prévues pour juillet 1956. Dans deux mois les deux gouvernements du Nord et du Sud doivent se rencontrer pour jeter les bases de la consultation électorale. Le Sud aborde cette épreuve dans des conditions bien singulières, en vérité.

Les divisions et luttes intestines de sectes et cliques multiples n'ont pas plus de chances de s'aplanir que le différend qui oppose l'impérialisme français au State Department et au Pentagone. Le Sud-Vietnam ne sortira pas du chaos et de la guerre civile ; le sort en est jeté.

Le plus remarquable dans tous ces événements tragi-comiques, c'est certainement l'absence de la participation des masses dans tout ce remue-ménage. Les masses sont restées strictement à l'écart des conflits et des combats sanglants qui se sont déroulés en pleine capitale dans les quartiers les plus populaires. C'est elles qui ont été finalement les victimes et qui ont encore payé le plus grand tribut. Elles se sentent aussi étrangères vis-à-vis d'un clan que de l'autre. Elles ont un égal mépris pour toutes les cliques. Son comportement ne peut être compris autrement.

Le Viet-Nam « libre » a perdu sans aucun doute, au cours des dernières semaines, un peu plus de ses chances de survivre.

C'est la suprême conclusion que l'on peut tirer pour l'instant et ce n'est pas tellement mauvais pour la révolution vietnamienne.

L'« Autonomie Interne » réduite à sa plus simple expression

UN « protocole d'accord » conclut dans les dernières heures avant le Ramadan a sauvé provisoirement les négociations franco-tunisiennes de l'impasse. La délégation tunisienne est allée très loin dans la voie des concessions, ne voulant visiblement pas endosser la responsabilité d'un échec.

L'autonomie interne se trouve réduite à fort peu de choses, autant dire qu'elle est presque inexistante. Sur le plan économique et financier la Tunisie demeure entièrement soumise à division des grands trusts et des banques françaises. L'impérialisme français a obtenu noir sur blanc des garanties stupéfiantes qui expliquent sans doute le soutien accordé au protocole par des organes aussi vigilants que « L'Aurore » et « Le Figaro ». C'est la législation française qui régira les placements de capitaux français et la formation de nouvelles sociétés. Une union douanière garantira le maintien du marché tunisien comme chasse gardée pour l'industrie française. Les transferts financiers et les investissements de capitaux étrangers en Tunisie seront soumis à une autorisation préalable des organismes français. L'office des changes sera entièrement soustrait aux autorités tunisiennes. Le gouvernement tunisien s'engage à ne porter atteinte sous aucune façon, dans le cas d'éventuelles réformes, à la propriété des Français.

On peut se demander en quoi réside l'auto-

nomie interne quand la police est destinée à rester aux mains des français pendant 12 ans encore. Pendant les 2 premières années c'est le statu quo complet. Ensuite, pendant 10 ans, il y aura un ministre tunisien chargé des services de la police, mais le directeur général et les chefs des principaux services seront obligatoirement des français.

Sans pousser plus loin l'examen de ces accords qui n'ont pas encore vu le jour, il est facile de constater que l'exploitation coloniale du peuple tunisien va demeurer ce qu'elle est et qu'aucun de ses grands maux ne sera aplani. Les rapports colonialistes, racistes imprégneront comme par le passé la vie du pays.

A voir la réaction des gros colons de Tunisie qui partent ouvertement en guerre contre le gouvernement français et se livrent à des manifestations provocatrices, on peut augurer ce que sera l'application de ces accords peu satisfaisants.

Nous ne croyons pas à l'amendement, à la réforme du colonialisme, et ce, pour des raisons très profondes. Nous ne croyons pas que les accords en préparation promettent la Tunisie à une évolution graduelle et harmonieuse. Nous restons convaincus que l'heure de l'épreuve des forces approche en Tunisie et qu'il ne restera pas grand-chose debout de toutes les constructions diplomatiques laborieusement échafaudées.

SOUSCRIVEZ pour la

VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

C. C. P. PARIS 6965-68

UNE discussion pour la détermination du programme et de l'orientation est ouverte dans la C.G.T. Même si elle se mène presque uniquement dans les sommets dirigeants, même si les articles qu'elle suscite ne sont publiés que dans « LE PEUPLE » qui n'est pas lu par l'immense masse des syndiqués, l'ouverture d'une telle discussion est en soi très importante. Malgré son caractère limité elle réintroduit l'idée de la confrontation nécessaire des opinions par tous les militants pour définir la ligne de leur organisation. Idée qu'avait fait disparaître la pratique du « monolithisme ». Proposer une autre ligne, critiquer, demander que des opinions différentes de celles de la direction soient défendues démocratiquement devant l'ensemble des militants conduisait assez vite jusqu'à maintenant à être dénoncé comme incapable, traître, flic, etc.. On a toujours eu le droit de discuter pour critiquer des questions de dixième ordre ou pour défendre et illustrer la ligne décidée par la direction mais non pour remettre celle-ci en question. La discussion ouverte pour le 30^e Congrès de la C.G.T. porte un coup à cette pratique. C'est très important.

L'importance de cette discussion — de son existence — est multipliée du fait de son objet. Qu'on le veuille ou non, lorsque l'organisation qui regroupe ou influence la majorité des travailleurs du pays discute de son programme, c'est le programme de toute la classe ouvrière qui est posé c'est-à-dire de ce qu'elle veut que le pays soit, de son gouvernement de sa politique nationale et internationale d'ensemble. Même si ces problèmes ne sont ni ouvertement ni clairement exposés, même si lorsqu'ils le sont les réponses apportées dans la discussion sont fausses, ce n'est plus la seule logique de la discussion, les arguments avancés, etc., qui servent de cadre aux pensées et aux réflexions des militants mais la réalité elle-même, et les aspirations profondes de la classe ouvrière dans cette réalité. La direction pourra faire adopter SON orientation, et même à l'unanimité, la question continuera à harceler la conscience de très nombreux ouvriers révolutionnaires : notre politique est-elle capable de mobiliser les masses et de les mener au pouvoir ?

**

A PRES la publication du projet de programme d'action présenté par la commission administrative de la C.G.T. Le Brun intervient par un article paru dans la Tribune de discussion du « Peuple ». Il demande que le projet soit amendé par la réintroduction de points du « programme économique » adopté par le 29^e Congrès de 1953 et qu'abandonne ce projet pour se consacrer essentiellement à une série de revendications immédiates touchant aux salaires, conditions de travail, etc.. Sa position peut être résumée par ces citations de son article :

« Nous devons bien au contraire, me semble-t-il, lever bien haut également, le drapeau du progrès économique et social, reprendre l'initiative et la direction, nous la C.G.T., la classe ouvrière, de cette aspiration démocratique et nationale à des changements importants — qui ne seraient pas encore des changements révolutionnaires — montrer tous les progrès possibles sous réserve d'une politique d'indépendance nationale et de paix.

« Contrairement à d'autres, nous ne croyons pas à des formules de contrôle plus ou moins démocratique des cartels et des ententes. Dans la perspective des changements politiques voulus par la classe ouvrière, dans la perspective d'un nouveau Front Populaire que suppose d'ailleurs l'assainissement de la situation actuelle des industries nationalisées, nous devons, me semble-t-il, adopter en la

Importance de la discussion pour le 30^e

matière une position plus combative, plus dynamique, celle-là même qui était la notre avant 1947.

C'est pourquoi je propose d'ajouter à ce paragraphe : « La C.G.T. demande, en outre, que l'emprise des trusts sur les industries nationalisées, sur l'économie nationale, sur la classe ouvrière soit desserrée par une extension de l'aire des nationalisations : elle rappelle à ce sujet qu'en 1946 et d'accord avec la délégation des Gauches, elle inscrit à son programme la nationalisation des grandes banques d'affaires et celle des trusts du ciment, de l'industrie chimique, du pétrole et de la sidérurgie. »

Une position réformiste

Le caractère réformiste de ce programme est évident : sans EXPROPRIER les trusts, sans contrôle ouvrier sur la production, un gouvernement d'alliance entre les partis ouvriers, et un, ou des partis bourgeois (Front populaire — délégation des Gauches) peut amener de grands progrès économiques et sociaux. C'est-à-dire qu'en restant dans le cadre de la propriété privée des moyens de production et de l'Etat bourgeois, la classe ouvrière peut modifier sa situation et la politique du pays. Les expériences du Front Populaire en 1935-36 et du Tripartisme en 45-46 ont suffisamment démontré le caractère utopique, sans lendemain, d'un tel objectif.

Dans le même numéro du « Peuple » Marcel Paul lui répond. Mais alors que Hénaff, à la réunion de la C.A. avait reproché son réformisme à Le Brun, M. Paul lui fait le reproche surprenant d'être « gauchiste » d'apporter « de verbeuses et gratuites formules révolutionnaires » etc..

Ce sont des « utopies » car il s'agit de réaliser « la disparition du salariat et du patronat » et que le RAPPORT DES FORCES entre les capitalistes et les ouvriers ne le permet pas aujourd'hui ni dans la plus proche période.

Il est admirable que M. Paul puisse introduire autant de confusion dans un si court article : combattre comme gauchiste ce qui est droitier — invoquer le rapport des forces actuel pour ne pas dire explicitement ce que fera la C.G.T. quand elle jugera ce rapport des forces favorable c'est-à-dire pour ne pas répondre à la question posée.

M. Paul pourrait dire à Le Brun que ses propositions sont utopiques car elles visent à réformer profondément le régime capitaliste à l'époque de l'impérialisme — que s'il s'agit d'abattre le capitalisme on ne peut le faire en alliance avec des partis bourgeois qui le défendent — que les nationalisations ne peuvent être source de progrès que si elles se font sans indemnité et sous le contrôle ouvrier, même si des dirigeants ouvriers sont dans des fauteuils ministériels de l'Etat bourgeois — qu'on ne peut transformer la fiscalité, diriger les investissements et le commerce extérieure améliorer durablement le sort des masses que si on mobilise celles-ci pour réaliser des transformations révolutionnaires de l'économie et de l'Etat. Seulement cela M. Paul ne peut le dire car il ferait alors la première autocritique véritable, marxiste, non seulement du programme du 29^e Congrès de la C.G.T. mais de toute la politique du P.C.F. depuis des décades.

Rouzaud qui intervient ensuite par un article dans le débat — pour soutenir le point de vue réformiste de Le Brun — peut défendre sa mauvaise cause non seulement en invoquant Lénine (à sa manière) mais en posant une série de questions auxquelles la direction de la C.G.T. (et du P.C.F.) doit répondre, et que veut esquiver M. Paul grâce « au rapport des forces » : les revendications pour être obtenues sont aussi question de rapport de force, pourquoi l'invoquer seulement pour le programme d'ensemble ?

« Prétendre qu'assortir les revendications ouvrières d'un plan économique serait un vœu pieux n'est pas précisément exact. Tout dépend des circonstances. Elles peuvent évoluer rapidement et il faut le prévoir. »

Même si le rapport des forces ne permet pas la réalisation du programme aujourd'hui, ouvrir une perspective d'ensemble aux aspirations des masses vers un changement économique et politique c'est favoriser leur unité et leur mobilisation en vue de modifier le rapport des forces. Encore une fois la perspective de Rouzaud est celle du Front Populaire, mais ces questions en tant que méthode d'action sont évidemment judicieuses et doivent trouver leur réponse dans un programme de la classe ouvrière.

Bien entendu le rapport des forces et sa justes appréciation par les dirigeants sont choses importantes — il en dépend le succès ou l'échec. Mais cela ne donne à personne le droit de tout confondre. Une chose est le rapport de force qui permet de se fixer comme tâche du moment même la prise du pouvoir et d'y appeler les masses (comme le firent les bolchevicks en oc-

par Jacques PRIVAS

tobre 17), autre chose est le rapport de force plus général historique, international qui permet à la classe ouvrière de se préparer à telle ou telle tâche ou plus exactement qui permet à la direction et à l'avant-garde de la classe ouvrière d'aider celle-ci à s'y préparer. Ce qui est nécessaire et possible à l'époque de l'impérialisme c'est de renverser le pouvoir bourgeois et d'instaurer le pouvoir ouvrier. Non pas tous les jours, mais en fait à chaque grand mouvement du prolétariat. Les conditions techniques, matérielles, économiques sont mûres pour cela, le nombre, l'organisation, la volonté profonde de changement des travailleurs également. Ces conditions ne peuvent plus devenir meilleures sous la domination capitaliste. Lorsque la classe ouvrière entreprend un grand combat ce qu'elle veut c'est renverser le pouvoir bourgeois, car l'expérience lui a 100 fois montré que sous ce pouvoir toute conquête lui est reprise peu après.

C'est-à-dire que la C.G.T. (et le P.C.F.) devrait mettre en avant un programme de gouvernement des travailleurs (expropriation des trusts, contrôle ouvrier, désarmement de la bourgeoisie et armement du prolétariat) un programme de transition entre le capitalisme et le socialisme comme celui que défendait Lénine en 1917, (« la catastrophe imminente et les moyens de la conjurer »), comme le programme de transition de la IV^e Internationale. Cela

« C'EST LA COMMUNE QUI VAINCRA... »

A QUATRE-VINGT-QUATRE ans de distance, le souvenir de la Commune de Paris reste toujours aussi vif au cœur de la classe ouvrière, et particulièrement cher à celui du prolétariat parisien qui continue à vivre sur ces mêmes lieux où s'élevèrent les barricades et sur lesquels s'abattit une des plus atroces répressions de l'Histoire.

Le 18 mars 1871, après la fuite de Thiers, de sa police et de son administration, le peuple de Paris devenait maître de la situation et le pouvoir passait à la classe ouvrière et à la petite bourgeoisie qui s'était rangée à ses côtés. Si le mouvement fut extrêmement « mélangé » au début, le rôle principal fut naturellement joué par les ouvriers, qui seuls restèrent fidèles à la Commune jusqu'au bout. « Seuls, les prolétaires français soutinrent sans crainte et sans lassitude leur gouvernement : seuls, ils combattirent et moururent pour lui, c'est-à-dire pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour un meilleur avenir de tous les travailleurs. » (LENINE.)

La Commune, limitée rapidement aux seuls forces du prolétariat parisien, était vouée à l'échec dans cette

France de 1871 — au capitalisme (et donc au prolétariat) encore peu développé, à la classe ouvrière sans organisation politique sérieuse, et sans syndicats.

MALGRE des circonstances aussi défavorables — et l'absence d'une vraie direction, d'un vrai Parti révolutionnaire fut l'un des facteurs déterminant de son échec — malgré la brièveté de son existence, malgré ses erreurs même, la Commune fut et restera dans l'Histoire comme le premier Etat ouvrier.

« Sans législation particulière et compliquée, simplement par des actes, le prolétariat au pouvoir démocratisa le régime social, supprima la bureaucratie, fit élire les fonctionnaires par le peuple... Si grands qu'aient été les sacrifices de la Commune, ils sont compensés par l'importance qu'elle a eu pour la lutte générale du prolétariat : Elle a profondément remué le mouvement socialiste de toute l'Europe, elle a révélé la force de la guerre civile ; elle a dissipé les illusions patriotiques et brisé la foi naïve dans les aspirations nationales de la bourgeoisie. La Commune a appris au prolétariat européen à poser con-

crètement les problèmes de la révolution socialiste. (LENINE.) Et la classe dirigeante ne s'y trompa pas qui noya dans le sang l'insurrection parisienne, croyant détruire ainsi à jamais le mouvement ouvrier français... Mais celui-ci ne devait pas tarder à renaître, tandis que plus tard le prolétariat russe, sous la conduite de LENINE et de TROTSKY, en utilisant l'enseignement de la Commune, marquait la décisive victoire de 1917.

ET les militants du P.C.F. qui vont dans quelques jours monter comme chaque année en « pèlerinage » au Mur des Fédérés en chantant leur foi, notre foi, dans la victoire finale, devraient méditer ce que Léon TROTSKY écrivait, en 1921, dans sa préface à « l'Histoire de la Commune » de Talès :

« Le tempérament du prolétariat français est une lave révolutionnaire. Mais cette lave est recouverte à présent des cendres du scepticisme — résultat de plusieurs dupes et désenchantements. Aussi les prolétaires révolutionnaires de la France doivent-ils être plus sévères envers leur Parti et dévoiler plus impitoyablement la non-conformité entre la parole et l'action. »

Discussion pour le 30^e Congrès de la C.G.T.

Rouzaud qui intervient ensuite par un article dans le débat — pour soutenir le point de vue réformiste de Le Brun — peut défendre sa mauvaise cause non seulement en invoquant Lénine (à sa manière) mais en posant une série de questions auxquelles la direction de la C.G.T. (et du P.C.F.) doit répondre, et que veut esquiver M. Paul grâce « au rapport des forces » : les revendications pour être obtenues sont aussi question de rapport de force, pourquoi l'invoquer seulement pour le programme d'ensemble ?

« *Prétendre qu'assortir les revendications ouvrières d'un plan économique serait un vœu pieux n'est pas précisément exact. Tout dépend des circonstances. Elles peuvent évoluer rapidement et il faut le prévoir.* »

Même si le rapport des forces ne permet pas la réalisation du programme aujourd'hui, ouvrir une perspective d'ensemble aux aspirations des masses vers un changement économique et politique c'est favoriser leur unité et leur mobilisation en vue de modifier le rapport des forces. Encore une fois la perspective de Rouzaud est celle du Front Populaire, mais ces questions en tant que méthode d'action sont évidemment judicieuses et doivent trouver leur réponse dans un programme de la classe ouvrière.

Bien entendu le rapport des forces et sa juste appréciation par les dirigeants sont choses importantes — il en dépend le succès ou l'échec. Mais cela ne donne à personne le droit de tout confondre. Une chose est le rapport de force qui permet de se fixer comme tâche du moment même la prise du pouvoir et d'y appeler les masses (comme le firent les bolchevicks en oc-

tobre 17), autre chose est le rapport de force plus général historique, international qui permet à la classe ouvrière de se préparer à telle ou telle tâche ou plus exactement qui permet à la direction et à l'avant-garde de la classe ouvrière d'aider celle-ci à s'y préparer. Ce qui est nécessaire et possible à l'époque de l'impérialisme c'est de renverser le pouvoir bourgeois et d'instaurer le pouvoir ouvrier. Non pas tous les jours, mais en fait à chaque grand mouvement du prolétariat. Les conditions techniques, matérielles, économiques sont mûres pour cela, le nombre, l'organisation, la volonté profonde de changement des travailleurs également. Ces conditions ne peuvent plus devenir meilleures sous la domination capitaliste. Lorsque la classe ouvrière entreprend un grand combat ce qu'elle veut c'est renverser le pouvoir bourgeois, car l'expérience lui a 100 fois montré que sous ce pouvoir toute conquête lui est reprise peu après.

C'est-à-dire que la C.G.T. (et le P.C.F.) devrait mettre en avant un programme de gouvernement des travailleurs (expropriation des trusts, contrôle ouvrier, désarmement de la bourgeoisie et armement du prolétariat) un programme de transition entre le capitalisme et le socialisme comme celui que défendait Lénine en 1917, (« la catastrophe imminente et les moyens de la conjurer »), comme le programme de transition de la IV^e Internationale. Cela

ne signifie pas appeler chaque jour à la prise du pouvoir pour le lendemain matin, mais inclure toutes ses revendications immédiates dans cette perspective, dire clairement nous voulons unir et mobiliser les masses pour cette tâche afin de la réaliser lorsqu'elles seront dressées.

Mais au lieu de cela M. Paul et toute la direction stalinienne disent : il ne faut pas parler du gouvernement parce qu'aujourd'hui on ne peut le prendre. En ne donnant pas une réponse à la question que tout le monde se pose : par quoi remplacer le gouvernement réactionnaire : Mendès-France, le Front Populaire, le tripartisme, un gouvernement ouvrier du P.C.F. et du P.S., la direction ne favorise pas la reprise de la lutte mais la freine.

Ce qui est encore plus grave c'est que M. Paul dit qu'en 36 il a été impossible de réaliser les nationalisations et qu'en 44 il a fallu les limiter et indemniser les trusts PARCE QUE LE RAPPORT DES FORCES NE LE PERMETTAIT PAS ! C'est-à-dire que même la grève générale, même le prolétariat en arme, même le patronat terrorisé ne constituent pas un rapport des forces suffisant pour renverser la bourgeoisie. Mais quand alors ?

Marcel PAUL esquive les vrais problèmes

N'est-on pas alors en droit de se demander si ce fameux rapport des forces n'est pas une astuce de dirigeants à qui il ne manquait pas la force de l'appui des masses pour prendre le pouvoir mais bien la volonté de le prendre, et qui ont saboté l'élan des masses en leur disant « il faut savoir terminer une grève » « produire d'abord ! rendez les armes » pour participer à un gouvernement bourgeois ou à un regroupement avec des bourgeois (Da'adler, de Gaulle).

Le projet de programme d'action de la C.G.T., et la discussion à son sujet, prend ainsi une toute autre signification. La vraie pensée de M. Paul apparaît implicitement, on peut la formuler ainsi : les propositions de Le Brun constituent ce qui doit être fait par les organisations ouvrières — c'est-à-dire la participation à un gouvernement bourgeois ou son soutien — à cause du rapport de force pendant encore une période indéterminée. La divergence porte seulement sur le fait qu'il ne faut pas effrayer la bourgeoisie par des revendications trop « révolutionnaires » : nationalisations (même avec indemnités), « contrôle » des investissements, etc... Il se contentera d'augmentations de salaire, qui dureront ce qu'elles dureront, mais exigera « des changements radicaux dans la politique étrangère ». Car le projet s'il pense que le rapport des forces lui interdit de poser la question du gouvernement ou de la nationalisation des trusts, pose tout de même une page de revendications « pour une politique de paix, pour la réduction massive des budgets de guerre », qui pourtant pour être obtenues nécessitent bien un rapport de forces favorable.

Ainsi l'objectif de la direction stalinienne demeure non la modification sociale du pays, le changement de la classe au pouvoir, mais seulement le changement de la politique extérieure de la classe bourgeoise au pouvoir. Ce qui change, c'est la manière d'y arriver, hier on faisait directement appel, (en pure perte), à une aile de la bourgeoisie, aujourd'hui il s'agit de mobiliser les masses sur des revendications afin de faire pression sur la bourgeoisie.

Il n'y a rien dans le projet de programme sur la nécessité de faire une campagne, pas seulement à la base, mais aussi au sommet pour réaliser l'unité d'action et l'unité syndicale (manque sur une question décisive que Rouzaud relève à juste titre bien que partiellement). Mais le P.C.F. par ses désistements, pour le P.S. et parfois les radicaux, dans les élections cantonales, commence peut-être une nouvelle politique dans ce domaine. Et la « modération » des revendications du projet ont peut-être, dans l'esprit des dirigeants, pour but de la favoriser. On ne peut que souhaiter la réalisation du Front Unique du P.C.F. du P.S. de F.O. et de la C.G.T., car quelque soient les objectifs de compromis des dirigeants, il ne peut que favoriser la renaissance du combat ouvrier, la préparation d'un combat général et il est probable que les travailleurs unis, dans l'action ne se contenteront pas ni des « réformes » de Le Brun, ni des revendications « réalistes » de M. Paul, et qu'ils iront plus loin jusqu'au pouvoir ouvrier.

Malgré le caractère faux, erroné sans perspective des réponses apportées jusqu'à maintenant dans la discussion de la C.G.T., celle-ci favorisera cette issue (que le P.C. ouvre ou non une campagne de Front Unique de parti à parti cette issue arrivera) en amenant les cadres ouvriers à réfléchir sur la question du pouvoir, du Front Populaire, du Front Unique, de la politique des chefs du P.C.F., etc... Il est probable que cette discussion restera limitée, qu'elle ne pénétrera pas immédiatement jusqu'au fond des organisations, que ce ne sera vraisemblablement qu'après le congrès de la C.G.T. que beaucoup auront l'attention attirée par elle. Mais malgré tout cela elle jouera un rôle important pour la clarification des idées sur les problèmes décisifs parmi les militants les plus attachés à trouver une solution à la situation.

La CONFERENCE de BANDOENG

NOUS avons, dans notre précédent numéro, indiqué qu'étant donné la composition fort disparate de la Conférence de Bandoeng, celle-ci ne pouvait donner des résultats très concrets. Néanmoins, cette conférence a eu une importance et aura des répercussions non négligeables.

Dés agents de l'impérialisme — les dirigeants de l'Irak, du Pakistan, de Turquie ou de Ceylan — ont bien tenté par quelques-unes de leurs interventions de faire sauter la Conférence. Mais ils n'ont pas soumis de résolution au vote et leurs provocations sont tombées dans le vide.

Un des plus importants objectifs de ces pays qui comptent près des deux-tiers de la population du monde était de faire pression sur les Nations Unies, où le ton est donné par les Etats-Unis et où la Chine n'est pas représentée. La déclaration finale revendique une plus forte représentation à l'O.N.U., pour les pays d'Asie et d'Afrique, jusqu'au Conseil de Sécurité. Elle contient aussi des revendications relatives aux armes atomiques, les Etats d'Asie et d'Afrique n'en possédant pas et l'Asie ayant servi de cobaye en la matière.

Nehrū a continué à marcher sur la corde raide, s'efforçant d'élargir la zone « neutraliste ». Il n'a pu se maintenir dans une position aussi délicate que parce que le représentant chinois, Chou en Lai, a fait preuve de modération.

Le gouvernement chinois dans une assemblée de gouvernants de pays pour qui le colonialisme a une grande signification et qui ont encore à subir bien des entraves de la part de l'impérialisme a cherché à prendre les plus larges contacts, à trouver le maximum d'appuis pour son jeu diplomatique vis-à-vis des Etats-Unis. Sur ce plan une telle ligne de conduite à sa justification. Evidemment, nous sommes en présence d'une direction opportuniste, et nous devons — comme toujours — rappeler toutes nos critiques relativement à la subordination du mouvement des masses aux manœuvres diplomatiques.

Chou en Lai a soutenu les revendications des Etats arabes sur la question de la Palestine. Ainsi la Chine a voulu aider avant tout l'Egypte dans la lutte contre la constitution d'un bloc pro-impérialiste dans le Moyen-Orient. Elle a aussi trouvé un accord avec l'Indonésie sur la question des Chinois habitant ce pays. Enfin, sur la question de Formose, Chou en Lai a réussi à mettre Washington dans une situation embarrassée.

Mais, indépendamment de la teneur exacte des interventions et des textes adoptés, la Conférence a surtout contribué à renforcer les tendances anti-impérialistes des peuples encore colonisés. Les peuples de couleur d'Afrique du sud vont être encouragés dans leur résistance aux fascistes qui gouvernent au Cap. Et tous les prolétaires de France, seront satisfaits de la gifle appliquée à leur impérialisme, par la déclaration de la Conférence de Bandoeng en faveur des peuples de l'Afrique du Nord en lutte pour leur émancipation.

Bandoeng a reflété sur le plan de gouvernements — en majorité bourgeois — la puissance de la révolution coloniale qui porte les coups les plus décisifs à l'impérialisme et prépare la société socialiste mondiale.

LES ELECTIONS DU COMITE D'ENTREPRISE chez FIAT (Turin)

Rappelons les chiffres de voix obtenus chez Fiat, avec — entre parenthèses — le chiffre de l'année 1954 :

C.G.I.L. (C.G.T. italienne, dirigée par les communistes et les socialistes de Nenni) : ouvriers, 18.204 (28.865) — employés, 625 (2.744) ; C.I.S.I.L. (catholiques) : ouvriers 13.090 (7.329) — employés, 5.528 (4.226) ; U.I.L. (sociaux-démocrates et divers) : ouvriers, 8.064 (3.835) — employés 2.644 (1.734).

On ne peut définir de tels résultats que comme une défaite de la C.G.T. italienne et un coup sérieux porté au mouvement ouvrier.

Ces résultats ne sont pas isolés à la FIAT. Il s'en est produit de semblables dans d'autres usines. La même tendance s'est ainsi manifestée et mérite d'être sérieusement étudiée. Nous nous bornerons pour cette lettre à quelques observations.

Les dirigeants du P.C. italien et de la C.G.T. italienne expliquent ce qui s'est passé par la répression patronale, les violences, un régime de terreur qui obligent l'organisation syndicale chez FIAT à fonctionner de manière presque clandestine. Mais cela ne peut constituer une explication valable. Nous ne sommes pas au temps du fascisme et il convient de savoir pourquoi les travailleurs ne seulement subissent ces conditions, mais aussi reportent leurs votes sur les candidats des autres centrales syndicales.

(SUITE PAGE 9.)

VAINCRA...»

crètement les problèmes de la révolution socialiste. (LE-NINE.) Et la classe dirigeante ne s'y trompa pas qui noya dans le sang l'insurrection parisienne, croyant détruire ainsi à jamais le mouvement ouvrier français... Mais celui-ci ne devait pas tarder à renaître, tandis que plus tard le prolétariat russe, sous la conduite de LENINE et de TROTSKY, en utilisant l'enseignement de la Commune, marquait la décisive victoire de 1917.

ET les militants du P.C.F. qui vont dans quelques jours monter comme chaque année en « pèlerinage » au Mur des Fédérés en chantant leur foi, notre foi, dans la victoire finale, devraient méditer ce que Léon TROTSKY écrivait, en 1921, dans sa préface à « l'Histoire de la Commune » de Talès :

« Le tempérament du prolétariat français est une lave révolutionnaire. Mais cette lave est recouverte à présent des cendres du scepticisme — résultat de plusieurs dupes et désenchantements. Aussi les prolétaires révolutionnaires de la France doivent-ils être plus sévères envers leur Parti et dévoiler plus impitoyablement la non-conformité entre la parole et l'action. »

De tous les Pays

ALLEMAGNE

SUCCÈS SOCIALISTE EN SAXE

Les élections à l'Assemblée provinciale de Basse-Saxe ont été marquées par un très net succès socialiste. Par contre, les démocrates chrétiens ont perdu 400.000 voix par rapport aux élections précédentes. Ce vote est à l'image du changement qui s'opère à l'heure actuelle dans le rapport de forces entre les deux partis politiques qui s'affrontent en Allemagne.

SYRIE

LA TENSION S'ACCROIT

Il existe en Syrie une forte opposition populaire à toutes les menées impérialistes. S'appuyant sur les masses, le nouveau gouvernement syrien a mené la bataille contre le pacte turco-irakien. Mais à l'intérieur du pays, les forces réactionnaires, favorables à une fusion de la Syrie avec l'Irak, n'ont pas abandonné le combat. Récemment, le colonel Walki, chef d'état-major, vient d'être assassiné. Cette situation instable ne peut qu'accentuer le trouble qui existe dans tout le Moyen-Orient et favoriser ainsi le développement des luttes de masses contre l'impérialisme.

CHILI

LA SITUATION SE DÉTERIORE

Les grèves se multiplient et le gouvernement a de moins en moins de recours contre elles. Récemment, un mouvement des employés de banque des deux principales villes du pays a été déclaré illégal. Mais la lutte n'en a pas moins continué, soutenue par la Confédération syndicale. Le président Ibáñez projette une révision constitutionnelle augmentant ses pouvoirs. Mais il ne trouvera sans doute aucune majorité au Parlement pour appuyer ce projet. Cette situation confuse peut stimuler les luttes de classes.

SARRE

Roehling, haut personnage sous le nazisme, propriétaire des importantes aciéries sarroise de Voelklingen, veut reconquérir son bien, séquestré par les autorités françaises. Le gouvernement français refuse, ne voulant lui concéder qu'une indemnité d'expropriation. Derrière le dos des Pinay et autres ministres bienveillants, on peut deviner les gros capitalistes français. C'est sur cette question qu'achoppent à l'heure actuelle les discussions franco-allemandes sur la Sarre. Dans cette querelle sordide, les travailleurs français et allemands n'ont qu'une attitude à adopter : une lutte organisée en commun contre la bourgeoisie de chacun des deux pays.

HONGRIE

NAGY ELIMINE

Plusieurs semaines après avoir été taxé d'opportunisme de droite Nagy vient d'être privé de ses postes gouvernementaux, exclu du Bureau Politique et du Comité Central. Le délai apporté à l'adoption de cette mesure montre à quel point la direction hongroise était divisée ; avec Nagy, Farkas, autre dirigeant important, a été éliminé.

C'est parce qu'ils refusaient la nouvelle politique d'industrialisation que Nagy et Farkas ont été frappés. Le nouveau budget comporte une augmentation considérable de l'industrie lourde et de la production d'armements. La Hongrie, comme tous les Etats non capitalistes, doit se défendre. Mais une défense efficace exige que tous les problèmes intérieurs soient réglés au mieux : avec la nouvelle orientation, la réduction générale des dépenses que va-t-il advenir dans les campagnes, qui ont tant besoin de produits de consommation ? Et les travailleurs hongrois pourront-ils se mobiliser avec enthousiasme alors que des décisions d'une telle importance sont prises dans le secret le plus complet.

La lutte de tendance qui vient de secouer le parti hongrois doit faire réfléchir tous les militants communistes sur les problèmes que pose la nouvelle orientation de l'U.R.S.S. et des Etats d'Europe orientale ; et aussi sur les méthodes employées pour régler ces problèmes.

ERRATUM

Dans notre dernier numéro, il a été imprimé par erreur « pacte turco-iranien ». Il fallait lire « pacte turco-irakien ».

De notre correspondant en Hollande

GREVES A AMSTERDAM

Pour la première fois depuis de longues années, des grèves importantes ont eu lieu aux Pays-bas, brisant le mythe, en apparence déjà sacro-saint, de la trêve de classe comme la vertu essentielle de la classe ouvrière hollandaise, qui la distingue de manière supérieure à toute autre classe ouvrière.

Plus de 4.000 ouvriers municipaux d'Amsterdam, dont ceux des tramways, se sont mis en grève le dernier jour de mars, leurs revendications ayant principalement trait aux salaires.

Les grèves ont duré cinq jours et, sans doute, les grévistes ont subi un échec : retour au travail sans aucun gain, plus de 60 ouvriers victimes des mesures de « rancune » de la part de la municipalité ; des instructions ouvertes par la justice contre certains grévistes. Mais ce n'est pas toute l'histoire, c'en est même la partie la moins importante.

Ce fut l'échec, mais comment ? Le troisième jour de la grève, des militaires ont été employés pour « assurer les services » sur une très grande échelle. La municipalité, le parti réformiste, les syndicats (sauf le syndicat stalinien), le gouvernement, la presse, la T.S.F., tout ce qui est pouvoir ou propagande était coalisé contre les grèves. On notait particulièrement l'hystérie de la part des chefs des syndicats réformistes, et de leur presse, criant au « coup d'état » communiste, exigeant dès le premier jour l'attitude la plus ferme envers les grévistes, accablant le maire d'Amsterdam qui, un moment, fit semblant de vouloir parler avec le comité de grève.

Pourquoi cette rage ? C'est que tout un système risquait de s'écrouler. Le système de coalition gouvernementale entre le P.S. et les partis de la bourgeoisie, le système de coopération entre les somnolents des syndicats et les patrons sous la tutelle de ce gouvernement, le système de « politique de salaires contrôlés », dernier reste d'une soi-disant économie dirigée d'après-guerre. Si cette grève avait réussi, d'autres secteurs de la classe ouvrière auraient sans doute suivi l'exemple ; une hausse générale de salaires se serait produite, et les chefs réformistes, incapables de contenir les ouvriers, au-

raient perdu « la confiance » de la bourgeoisie et leurs portefeuilles au gouvernement.

Tout ceci explique pourquoi ce sont surtout le P.S. et le syndicat réformiste qui se sont montrés « hardiment », ouvertement et, encore une fois, effectivement, des briseurs de grève.

Mais le système a montré ses failles. Dans une période d'ascension économique inouïe, tout le « succès » du système a été que le niveau de vie des travailleurs est resté, dit-on, à un niveau légèrement supérieur à celui de 1938, année de crise. Avec des profits qui ne sont pas contrôlés (à la différence des salaires) toujours plus élevés, avec un luxe toujours plus brutal, se montrant dans les villes et sur les routes, l'existence de l'ouvrier non qualifié reste extrêmement pénible. Et ceci dans une période de pénurie marquée de main-d'œuvre.

Il y a une autre raison à la fureur des chefs syndicaux. C'est que les membres de leur syndicat, « leurs » ouvriers, ont participé à la grève, faisant exploser le mythe que leur politique avait l'approbation de la base.

Les grévistes ont subi un échec. Mais si l'armée est nécessaire pour briser une grève relativement restreinte de quelques 4.000 ouvriers, ne faudra-t-il pas une armée européenne pour avoir raison de luttes plus grandes ? Il est apparu que tout le système d'équilibre, qui permet aux chefs réformistes de profiter des chances de promotion que donne la participation au gouvernement, est tellement fragile, qu'ils ont dû mobiliser toutes leurs forces et celles de l'Etat contre un petit souffle. Que feront-ils quand une tempête se lèvera ? Ils se trouveront à nouveau dans l'opposition, laissant aux ouvriers, trahis par eux, le soin de restaurer avec des sacrifices très grands le droit de grève et la force des organisations ouvrières, qu'ils se sont efforcés de rompre aujourd'hui. Mais seront-ils alors encore pour longtemps les maîtres de « leurs » organisations ? Un nouveau chapitre dans l'histoire de la classe ouvrière s'est ouvert. Il y en a qui ont déjà tremblé, en attendant de tomber.

GRANDE-BRETAGNE

Grèves et élections générales

Peu après la tapageuse démission de W. Churchill, le gouvernement conservateur a fixé à la fin mai la date des élections générales. Pour prévenir les critiques travaillistes et s'attirer les voix d'un certain nombre de salariés, il a proposé un budget démagogique qui accorde certaines réductions d'impôts. Et c'est avec confiance que l'état-major conservateur attend le résultat du scrutin.

Il semble probable, en effet, que le Labour Party ne pourra acquérir la majorité à la Chambre des Communes. Les récentes élections aux conseils de comités ont montré que la lamentable politique de la direction travailliste avait semé confusion et désillusion parmi certains sympathisants du Labour Party. Bien plus, les coups portés à Bevan par la majorité ont écœuré plus d'un militant actif. Pour toutes ces raisons, le parti des travailleurs britanniques ne pourra, sans doute, pas trouver assez de dynamisme pour entraîner à la victoire toutes les masses laborieuses.

Faut-il, pour autant, parler de défaite générale du mouvement ouvrier ? En aucun cas ! Le prolétariat britannique forme un bloc autour du Labour Party, et il le montrera aux élections ! A l'heure actuelle, il démontre, par une série de grèves et de mouvements, toute

la puissance dont il dispose. La presse londonienne a été paralysée un mois durant par une grève totale. Les grands journaux ont perdu des millions dans l'affaire ; et si, en définitive, les grévistes n'ont obtenu qu'une faible partie de l'augmentation demandée, il ne faut pas oublier, cependant, qu'ils ont résisté aux pressions de la Commission d'Enquête officielle, qui leur demandait de reprendre le travail sans augmentation du tout. Leur lutte reprendra dans huit semaines, si toutes leurs revendications ne sont pas satisfaites. A ce moment-là d'autres corporations seront en action, les cheminots notamment dont la grève paralyserait l'économie anglaise.

Jusqu'ici la bourgeoisie n'a pas osé affronter ouvertement cette montée ouvrière ; une victoire aux élections ne changerait pas fondamentalement la situation en sa faveur. Au contraire, elle serait un stimulant aux luttes. Sur le plan politique, la gauche reprendrait l'offensive dans le Labour Party contre la direction responsable de la défaite. Sur le plan syndical, les combats ne cesseraient pas. C'est pourquoi les travailleurs peuvent attendre avec confiance un développement et un approfondissement des luttes du prolétariat britannique dans les mois à venir. J. ROBLIN.

LISEZ le numéro d'Avril-Mai 1955

de la Revue

IV^E INTERNATIONALE

LE CAS DE KAO-KANG

La première grande convulsion au sein de la direction du P.C. chinois depuis la victoire sévissait il y a déjà un certain temps et a été rendue publique à la Conférence nationale qui s'est déroulée du 21 au 31 mars dernier.

La Conférence a décidé à l'unanimité d'exclure du Parti le « chef du complot anti parti et renégat juré Kao-Kang, ainsi que son autre chef Jao-Shu-Shih et de les destituer de tous les postes qu'il occupaient dans le Parti et hors du Parti ». La Conférence a d'autre part considéré « comme justes les mesures prises par le Bureau Politique du Comité Central à l'égard des camarades Hsiang Ming, Chang Hsiu-han, Chang Ming-Yuan, Chao Teh Tsun, Ma Hung, Kao Feng et Chen Po-Tsun qui ont pris part à l'activité du bloc antiparti Kao Kang - Jao Shu Shih. » Kao Kang, dirigeant du Nord-Est de la Chine (Mandchourie), qu'il aurait voulu transformer en « son royaume indépendant », et ancien président du Plan « se suicida » dans l'intervalle compris entre la IV^e session du C.C. du P.C. chinois et la Conférence nationale, « dénonçant par là même sa trahison à l'égard du Parti. »

Jao Shu Shih « le principal allié de Kao Kang » appartenait à la direction de la Chine de l'Est. Tous les autres noms mentionnés dans la résolution de la conférence sont ceux de membres du C.C. du P.C. chinois et de hauts dignitaires du gouvernement et de l'armée.

Selon cette même résolution, l'activité « antiparti » de Kao Kang daterait de 1949, celle de Jao Shu Shih de 1943. Kao Kang est accusé d'avoir voulu s'emparer de la direction du Parti sur la base d'une « théorie » absolument absurde selon laquelle le P.C. chinois se composerait de deux partis : l'un serait le parti dit « des bases révolutionnaires et de l'armée » et l'autre le parti « des régions blanches » et selon laquelle « le Parti a été créé par l'armée. »

Jao Shu Shih est plus particulièrement accusé d'avoir cherché « à mener une politique déviationniste de droite de capitulation devant les capitalistes, les grands propriétaires fonciers et les koulaks, à la ville et à la campagne. »

Il est naturellement difficile, sur la base d'un texte rédigé dans le plus pur style des condamnations stalinienne, de discerner LES VRAIS MOTIFS IDEOLO-

GIQUES de la lutte qui a eu lieu au sein de la direction du P.C. chinois. Un élément qui rendra probablement cette affaire plus claire sera la publication de ce premier plan quinquennal de développement de l'économie nationale de la R.P. de Chine » discuté et modifié par la Conférence nationale avant qu'il soit bientôt approuvé par la II^e session de la première législature de l'Assemblée Nationale chinoise. Car incontestablement la lutte a surgi en tant que reflet inévitable au sein du P.C. « de la complexité croissante et de l'aggravation de la lutte de classe en Chine », dans ce pays qui réalise maintenant « l'industrialisation socialiste et la transformation socialiste de l'agriculture, de l'industrie artisanale et de l'industrie et du commerce capitalistes ».

Nous sommes loin de l'idyllique perspective de la « démocratie populaire », d'une collaboration harmonieuse de toutes les classes pour toute une période, avant de pouvoir atteindre « l'étape socialiste de la révolution » et le régime de la « dictature du prolétariat ». La réalité a détruit impitoyablement les bâtardeaux et les monstres « théoriques » de la pensée stalinienne quant à la nature et au développement de la révolution chinoise (et de toute révolution en notre temps) qui furent chers à la direction chinoise, pour la forcer à reconnaître dans les faits son caractère PROLETARIEN, SOCIALISTE ET PERMANENT.

Mais on ne badine pas sans danger avec la théorie marxiste révolutionnaire. Le fait que les questions fondamentales de la nature et de la dynamique de la Révolution chinoise n'ont jamais été éclaircies correctement pour le P.C. chinois, sur lequel pèse par contre l'héritage « théorique » et organisationnel faux et bureaucratique du stalinisme et la réalité sociale du pays, arriéré et en majorité paysanne, a comme conséquence la naissance dans ce Parti de tendances idéologiquement confuses, cherchant à exprimer les pressions divergentes de classe. Ces pressions, loin de diminuer, s'intensifient en effet dans la mesure où la révolution chinoise aborde la solution de tâches proprement dites socialistes.

Sans risquer d'extrapoler trop arbitrairement, nous pouvons avancer que la lutte sanctionnée par la ré-

cente Conférence Nationale du P.C. chinois semble avoir eu comme fond véritable ceci :

Une tendance du P.C. chinois a voulu théoriser en fait l'expérience particulière du P.C. chinois depuis 1927 et surtout celle de la prise du pouvoir sur la base de la révolution paysanne et des armées paysannes. Dupée sur le plan théorique par cette expérience particulière, « unique », elle cherchait à mettre par trop unilatéralement l'accent sur les campagnes, sur la paysannerie, « bases révolutionnaires » et l'armée, en minimisant par contre l'importance des « régions blanches » des villes, du prolétariat, qui avaient peu contribué à la victoire.

Mais sur le plan social, une telle tendance était portée à exprimer naturellement la pression des forces antiprolétariennes, nepistes, celle des paysans néo-petits bourgeois, des koulaks, des capitalistes, opposés ou freinant une industrialisation et une collectivisation plus poussées.

Et c'est - ô, ironie de l'histoire ! - le noyau de la direction officielle autour de Mao Tse Tung et de Chou en Lai, qui prend maintenant la défense du caractère et des besoins prolétariens socialistes de la révolution, et qui cherche avant tout l'appui des villes, du prolétariat pour résister aux pressions hostiles, extérieures et intérieures au Parti.

Quelle meilleure revanche de la théorie et... du trotskysme, de la révolution permanente pouvait-on imaginer !

Evidemment, ce n'est pas avec la manière organisationnelle stalinienne, renforçant un véritable contrôle policier à l'intérieur du Parti, qu'il est possible et indiqué de défendre une position théorique et une orientation politique plus justes, comme le fait actuellement la tendance Mao Tse Tung-Chou en Lai contre ces infortunés Kao Kang et autres. C'est par une véritable autocritique du passé et l'instauration d'un véritable climat de démocratie prolétarienne au sein du P.C. chinois - admettant la légitimité des tendances idéologiques - que celui-ci pourra s'acquiescer avec succès des immenses tâches qu'il a encore à accomplir dans le processus de la grande révolution permanente chinoise.

Mais cela exigerait très probablement une autre véritable révolution au sein de ce parti !

M. PABLO.

Il y a un an, à Dien-Bien-Phu...

L'épopée de Dien-Bien-Phu doit être rangée parmi les plus grandes batailles ouvrières, parmi les plus grandes victoires populaires. C'est la revanche cinglante des masses coloniales opprimées depuis des centaines, piétinées, bafouées, méprisées.

On évoqua beaucoup la myopie, l'incapacité de l'état-major français dans cette opération. La mort à la mode parmi les officiers d'Indochine c'était : « L'état-major cherche une cuvette pour y enfermer 10.000 hommes ».

Le choix de Dien-Bien-Phu n'était pas un hasard, en réalité. Si c'était un lieu éloigné français, il n'était par contre proche du grand carrefour où se rejoignent la Chine, la Birmanie, la Thaïlande le Laos. Ce choix de Hanoi et des bases d'approvisionnement s'inscrivait dans la défense du Sud-Est asiatique et de l'internationalisation de la guerre du Vietnam à bref échéance.

Dien-Bien-Phu fut un moyen pour l'internationalisation du conflit qui, seule pouvait tirer le corps expéditionnaire du mauvais pas. Ce trait imprégna toute la bataille. Navarre attendit l'intervention américaine qui faillit du reste se produire. L'inactivité de l'état-major durant la bataille découla de l'attente de cette intervention. Il a été démontré que la retraite de la garnison pouvait être entreprise au début de la bataille, mais Navarre ne la pas voulu parce qu'il espérait et désirait l'intervention américaine.

Navarre alléguait aussi la surprise des moyens puissants mis en œuvre par le Viet-

Minh. C'est en réalité la puissance combattive de l'armée populaire animée de sa volonté inébranlable d'émancipation qui bouleversa les idées préconçues des grands stratèges de l'école de guerre.

Le commandant d'artillerie de Dien-Bien-Phu se brûla la cervelle parce qu'il fut incapable d'atteindre les batteries de l'armée populaire qui avaient été hissées à dos d'hommes au sommet des montagnes, chose qui n'était prévue dans aucun manuel d'artillerie.

Le fond du problème fut mieux approché par ces jeunes officiers français faits prisonniers à Dien-Bien-Phu qui déclarèrent à leur libération au correspondant de « France-soir » :

« Au fond, nous, les jeunes prisonniers, nous étions tous d'accord sur le diagnostic. Pour nous, le drame d'Indochine était celui d'un corps expéditionnaire classique qui n'avait pas su faire face à une armée révolutionnaire. Dans ce camp - où l'on touchait la réalité vietminh - l'aveuglement permanent du commandement nous paraissait prodigieux : il avait combattu la Révolution, sans savoir ce qu'était une armée populaire, il avait poursuivi la guerre de l'école de guerre. »

« Lorsque nous avons été libérés, plusieurs de mes camarades ont voulu quitter l'armée. Je leur ait dit :

« — Nous autres les prisonniers avons maintenant un devoir à remplir. Nous avons, nous, ce qu'est la force du Vietminh. Or, le Vietminh n'est qu'une petite chose à côté de la Chine. Nous devons reprendre ces connaissances dans l'armée française : ainsi nous la sauverons peut-être. »

Suite de la page 7

Les élections chez Fiat à Turin

Il y a d'abord des conditions objectives qui ont favorisé ce glissement. Depuis plusieurs années, les ouvriers de la FIAT ont eu leurs conditions améliorées relativement à celles des autres ouvriers italiens.

Mais la raison principale se trouve dans la politique suivie par la direction de la C.G.T. italienne depuis des années. Au lendemain de la guerre, lors de l'attentat contre Togliatti, alors que les ouvriers étaient pleins de combativité, la direction syndicale a, à plusieurs occasions, freiné les ouvriers.

Plus tard, quand on connut une période relativement calme, quand chez FIAT commencèrent des difficultés, la direction fit preuve à maintes reprises, d'opportunisme. A l'automne 1951, le patronat de chez FIAT décida une diminution générale des heures de travail et, en conséquence, impose de cette façon une diminution des salaires. Les ouvriers entrent en lutte spontanément, mais de manière désordonnée et fragmentaire. La direction syndicale loin de donner un objectif précis à la lutte intervient pour l'arrêter.

Quelques semaines plus tard, la direction sous un prétexte quelconque licencia 20 militants syndicaux de l'établissement Mirafiori. Les ouvriers veulent répondre par une grève chez FIAT et dans toutes les usines de Turin. La C.G.T. intervient pour suspendre la grève, pour des raisons « nationales ». En août 53, la FIAT poursuit son offensive contre le comité d'entreprise. Le 25 août les ouvriers commencent la grève. La C.G.T. la limite à une durée de 4 heures !

Une telle politique devait inévitablement conduire aux résultats des élections du 29 mars.

Esquisse d'une nouvelle politique patronale chez Renault (1)

II

DANS notre précédent numéro, nous avons essayé de présenter le cadre économique dans lequel la Bourgeoisie entend développer sa politique dite de « progrès social », dans l'entreprise, c'est-à-dire la décentralisation alors même que la « nationalisation » permet au capital, par l'intermédiaire de l'Etat, de **CONTROLLER ET CENTRALISER** au maximum les moyens de cette usine qui représente le 1/3 de la production automobile.

C'est en 1952, année des combats dans l'usine (12 février et 4 juin) que la Régie a fondé la **DIRECTION des RELATIONS SOCIALES**.

C'est certainement l'affaiblissement de la C.G.T. (500 militants licenciés), le désarroi des militants communistes, qui poussèrent la Direction à mettre à profit une situation dans laquelle on vit, dès le 5 juin, les gaulistes former des groupes d'action anti-communistes dits d'« auto-défense », et les dirigeants du syndicat F.O. diffuser des tracts intitulés « **A BAS LE FASCISME** » désignant la C.G.T. communistes, comme il se doit.

Si la Bourgeoisie entend utiliser adroitement la division ouvrière, il n'en reste pas moins qu'elle tend **TOUJOURS A RENFORCER SES PROPRES ARMES**.

C'est dans ce sens qu'il faut considérer la formation des « **RELATIONS SOCIALES** ».

Les réformes ou multiples concessions de salaires (c'est le cas chez **RENAULT**) obtenues par **LES LUTTES OUVRIÈRES**, ou la simple menace que représente la puissance des travailleurs, voient toujours les patrons essayer de s'en attribuer le « bénéfice moral ».

C'est ainsi que dans les différents conseils européens de tous ordres on les voit vanter « **LEUR** » régime social meilleur, à les en croire, que celui des pays voisins. Tous les militants ouvriers savent que le respect « des loi sociales » par les patrons dépend en dernière analyse de la puissance de la classe ouvrière.

La Régie Renault plus que toute autre entreprise craint l'intervention des organisations syndicales dans ce domaine et sur ce plan elle « applique la loi ». Elle se garde bien, aujourd'hui, de provoquer les travailleurs. **LES « RELATIONS SOCIALES »** y veillent tout particulièrement. Seulement, « on » crée de nouvelles règles et les attributions des « **RELATIONS SOCIALES** » s'élargissent continuellement.

L'ABOUTISSEMENT DE CETTE AFFAIRE reste bien évident : sous des dehors se prétendant « roses » le capitalisme, prisonnier de ses loi, accroît continuellement l'exploitation des travailleurs. Ainsi, les services des relations sociales se proposent la formation d'un système d'Etudes de postes et de simplification du travail aboutissant à un **NOUVEAU MODE DE CHRONOMETRAGE** et une **NOUVELLE FAÇON DE DETERMINER LE SALAIRE DES OUVRIERS**.

Pour donner une image plus claire de cette politique générale de la Direction, disons que les Relations sociales « en formant un « **BUREAU d'études des problèmes du personnel** » se proposent de déterminer ambigüement une « **sociologie industrielle** » à la lumière des événements sociaux de la Régie.

Et de développer son idéologie par le « **Perfectionnement pratique du personnel** », bureau chargé d'organiser les cycles de conférences qui doivent permettre aux cadres et agents de maîtrise de devenir, des « **chefs humains** » et par l'édition de multiples brochures, Bulletin d'information, Bulletin technique « **Le douar à l'usine** » petit livret à l'adresse des agents de maîtrise qui doit leur permettre de comprendre et d'aborder les quelques 3.500 Nord-Africains de l'usine.

Cet organisme des « **Relations sociales** » se présente comme un « **conseiller** » près des différents chefs à tous les échelons mais il entend bien que **SES CONSEILS SOIENT « APPLIQUES »**. Il réclame leur complicité, sous couvert du développement des initiatives pour sanctionner, muter et licencier les travailleurs. En même temps, c'est à sa maîtrise qu'elle entend confier la tâche de « **sonder l'âme ouvrière** » devant les mesures de la Direction. En éditant un carnet-guide pour l'agent de maîtrise contenant une documentation complète sur tout ce qui traite des « **questions sociales** » depuis les congés, allaitement, les prestations de la Mutuelle et les renseignements sur l'activité des sections sportives, les « **Relations sociales** » entendent substituer **AUX REPRESENTANTS REELS DES TRAVAILLEURS**, ses propres agents.

En essayant de prouver que le « **malaise social** » ne provient que de « **mauvaises conditions** » de travail, de modes de rémunérations défectueux, de commandement mal exercé et en intervenant sur ces différents points la Régie prétend **TOUT REGLER** et en conséquence considère les délégués, C.G.T. surtout, comme, d'« **affreux agitateurs professionnels** ». Cela l'amène (suppression des 25 H. de franchise aux délégués suppléants, contrôle accru tout doucement à pratiquer une **OFFENSIVE SOURNOISE CONTRE EUX** des heures de franchise des titulaires, multiplication des avertissements, etc...)

SON BUT : COMPARTIMENTER, FRACTIONNER, DECENTRALISER, DIVISER, par les modes de rémunération (horaire chez les ouvriers, mensuel chez les employés et techniciens, au forfait pour les cadres).

MULTIPLIER les catégories d'ouvriers, les échelons, **DEVELOPPER** la méthode des Etudes de postes équivalent à pratiquer un **SALAIRE DIFFERENT POUR CHAQUE OUVRIER D'UNE MEME CHAINE**.

R. DUPARC.
(A suivre.)

ERRATUM

Dans notre dernier N° l'article portait par erreur 195 frs au lieu de 145 frs pour le salaire horaire demandé par la commission des conventions collectives.

Vive le 1^{er} Mai des Travailleurs

Dans une période où le patronat et le gouvernement portent de nouvelles atteintes aux conditions de vie et à la liberté de la classe ouvrière française et nord-africaine, à un moment où de nombreuses luttes montrent un regain de combativité de celle-ci, au moment où le peuple algérien combat courageusement par les armes l'impérialisme français, les organisateurs du meeting de Vincennes ont montré peu de confiance dans la classe ouvrière A. Le Leap a attiré l'attention des travailleurs sur la discussion qui a lieu en ce moment à la direction de la C.G.T. sur le projet de programme d'action proposé pour le 30^e Congrès de celle-ci. Tous les travailleurs sont avertis et invités à lire et à discuter de ce projet. Mais l'assistance était encore trop peu nombreuse.

Pourquoi n'y avait-il aucun mot d'ordre des syndicats dans les rangs des ouvriers français ?

Pourquoi cette manifestation semble avoir été si peu préparée.

Est-ce parce que les ouvriers se désintéressent ? mais pourquoi ?

Pourquoi la manifestation est-elle bâclée en deux heures ?

Enfin, le plus grave, on a refusé de donner la parole à un orateur du M.T.L.D., choisi par les algériens eux-mêmes.

Il est à signaler que les travailleurs Nord-africains comme toujours très disciplinés étaient très combattifs, de nombreuses banderoles, sur lesquelles on lisait « **A bas le colonialisme...** » A

bas les tortionnaires... A bas la loi fasciste de l'état d'urgence », montraient leur état d'esprit.

Ils manifestaient en criant « **La parole aux Algériens** ». Pourquoi ne leur a-t-on pas donnée ?

Au bout d'une heure, ils se sont retirés en ordre du meeting et sont partis.

Cela est évidemment très regrettable c'est une mauvaise chose pour la classe ouvrière.

Mais il est encore plus mauvais de faire le silence sur cette affaire et de cacher les responsabilités. Il n'y a que la presse bourgeoise qui en parle. Pourquoi dans « **L'Humanité** » ne parle-t-on même pas de l'imposante représentation nord-africaine, de ses mots d'ordre ?

Pourquoi, même pas une photo de leur manifestation ?

Il est scandaleux également de reléguer en bas de la 7^e page de « **L'Humanité** » en tout petit écho relatant les brutalités dont les travailleurs Nord-Africains ont été victimes en province.

Cela ressemble à de mesquines représailles.

Les travailleurs communistes ont le droit de savoir ce qui s'est passé.

Il faut immédiatement réparer les erreurs vu les fautes commises. Reserrer les liens qui unissent les travailleurs.

Vive la solidarité des travailleurs français et coloniaux. Vive le 1^{er} Mai.

P. VINCENT.

Unir les luttes dans l'automobile

L'automobile est le secteur de l'industrie qui marche en ce moment à plein rendement.

Les travailleurs de cette industrie ne sont pas si sensibles au mot d'ordre de l'augmentation générale, des salaires par exemple « **25 frs de l'heure** », que ceux des industries et des secteurs annexes beaucoup moins payés.

Ils font de nombreuses heures supplémentaires, et c'est pour ça qu'ils ont des revendications différentes.

Tous les « **grands** » de l'automobile ont maintenant adopté le travail en équipes. Les équipes de 10 h. et le travail du Samedi commencent à se généraliser.

Au début, sans position ferme des syndicats et sans mots d'ordre, les travailleurs n'ont pas réagi.

Mais aujourd'hui, de nombreux mouvements, montrent un réveil des travailleurs de l'automobile.

Les diverses fusions et accords entre Patrons **SIMCA-FORD PANHARD-CITROEN** ont eu pour résultat d'aligner les entreprises les moins productives, sur les plus avancées, dans le domaine de l'exploitation accélérée, les méthodes américaines **SIMCA** font école.

Les cadences deviennent insoutenables.

Les semaines de travail s'allongent interminablement.

Les primes diverses tendent à représenter la plus grande partie du salaire réel.

Les patrons font une chasse systématique aux organisations et aux dirigeants syndicaux. Ils organisent maintenant leur propre propagande.

Contre tout ça les travailleurs commencent à se dresser. Ils veulent profiter du peu d'argent qu'ils gagnent.

Ils ne veulent pas laisser leur santé à l'usine. C'est pour ça que dans la plupart des grandes entreprises ils luttent contre les heures supplémentaires, contre le travail du Samedi, Pour 3 semaines de congés payés.

RENAULT. Débrayages au département 76 (4 CV) pour obtenir un samedi de repos sur deux, que la direction leur refuse.

SIMCA. Débrayage à l'atelier de décolletage parceque la direction refuse de laisser les ouvriers sortir plus tôt à l'équipe du Samedi soir.

CHAUSSON. Nombreux mouvements et débrayages contre les cadences, contre le travail du samedi, contre les heures supplémentaires à l'atelier M.O. qui travaille pour **SIMCA**.

Les ouvriers et les syndicats **RENAULT** et **CHAUSSON** réclament également les 3 semaines de congés payés pour tous.

Les patrons ne sont pas insensibles à cette situation, et ils réagissent d'une manière unanime, et probablement concertée. Ce n'est pas par hasard si le même mois **SIMCA** augmente le salaire de base de 5 % quoique en supprimant une surprime, mais l'incorporation est acquise.

CHAUSSON, même chose, incorporation dans le salaire de base de 5 % et diminution d'autant du sursalaire.

PEUGEOT. Egalement 5 % d'augmentation de tous les salaires, à l'occasion de la sortie de la nouvelle « **403** ».

C'est évidemment la soupe de sûreté pour empêcher que la marmite éclate. Mais les ouvriers peuvent arracher bien plus.

Il est aujourd'hui nécessaire et possible d'unir les revendications des travailleurs de l'automobile.

Retour au 40 h. sans diminution de salaire.

3 semaines de congés payés pour tous.

Incorporation des primes dans le salaire de base.

Contre les cadences infernales.

Pour la liberté d'expression du droit syndical.

... Et d'en faire les mots d'ordre d'une lutte d'ensemble de ces travailleurs contre le patronat de l'automobile.

G. PERILLIER.

Préparons un Congrès de la C.G.T. unitaire et démocratique

La C.G.T. a fixé son 30^e Congrès au 12 juin, il se tiendra durant 6 jours. La période qui nous sépare du dernier congrès est riche d'enseignements. Depuis celui-ci, la classe ouvrière a montrée à plusieurs occasions, qu'elle était prête à entrer en lutte, qu'elle conservait son potentiel de combat intact, et que si sa direction savait lui ouvrir les perspectives révolutionnaires que réclame la situation, elle aurait vite fait, devant une bourgeoisie divisée, de réaliser ses aspirations.

En Août 53, en pleine période de vacances, un mouvement que les directions ouvrières n'avaient pas su prévoir, éclatait, entraînant près de 4 millions de prolétaires dans la lutte contre les décrets-lois Laniel, posant en fait la question du pouvoir.

Et sur la lancée d'août 53 on assistait aux journées du 29 janvier et du 28 avril 54.

Avec l'expérience Mendès-France s'ouvrait une période de stagnation, créée du fait de la politique opportuniste suivie par les organisations ouvrières. Le P.S. évidemment, mais aussi le P.C. votaient la confiance à Mendès, et en mettant l'accent principalement sur la lutte « nationale » contre le réarmement allemand, laissait de côté, en fait, les revendications ouvrières.

La C.G.T., après l'échec relatif du 28 avril mettait l'accent sur les revendications au détriment d'une mobilisation efficace de la classe sur des perspectives d'ensemble ne cherchant nullement à élever les luttes partielles au niveau des revendications d'ordre général telles que : — Le S.M.I.G. à 25.166 frs —, la suppression des abattements de zones, etc., sur lesquelles pourtant l'UNITE pourrait se réaliser, abandonnant l'idée d'un mouvement général de la classe ouvrière.

Le Patronat a largement profité de la situation ainsi créée, en développant son offensive, dans l'augmentation de la productivité, poussant le rythme de travail à une vitesse infernale, et dans l'allongement de la journée de travail.

Cependant dans la situation actuelle il est facile de trouver des indices d'un renouveau des luttes.

C'est ainsi que les Patrons conscients du mécontentement qui augmente chaque jour davantage, viennent d'accorder « d'eux-mêmes » certaines augmentations de salaires.

— Chez SIMCA 5 %.

— Chez RENAULT une 12^e fois 1 % + 2 jours de congés supplémentaires.

— PEUGEOT pour la sortie de sa « 403 » majore ses salaires de 5 % également.

— Dans la construction navale à St-Nazaire les patrons au cours d'une réunion paritaire avec les syndicats offrent 5 % d'augmentation.

De plus c'est toutes les luttes partielles qui se voient couronnées, de succès, en général, Jaeger en est le meilleur exemple.

Il faut accentuer ce courant vers la lutte !

Pour cela il faut qu'à son congrès la C.G.T. avance un programme revendicatif, limité à quelques points, qui soit le programme de toute la classe ouvrière.

Un programme qui soit UNITAIRE.

— S.M.I.G. à 25.166 francs pour 173 heures.

— SUPPRESSION DES ABATTEMENTS DE ZONES.

— CONCLUSION DE CONVENTIONS COLLECTIVES SUR LES SALAIRES.

— LUTTE CONTRE LES CADENCES.

— LES 40 H. SANS DIMINUTION DE SALAIRE.

ETC...

Un programme sur lequel L'UNITE EST REALISABLE !

Alors la C.G.T. s'adressant à toutes les autres centrales Syndicales et particulièrement à F.O. pour lutter en commun pour la réalisation d'un tel programme, engagerait une campagne nationale pour la réalisation du Front Unitaire à tous les échelons.

Le Congrès devrait ouvrir également à la classe ouvrière de larges perspectives d'ensemble, répondant aux aspirations révolutionnaires des masses.

Ainsi les militants, qui dans les usines s'interrogent sur les raisons qui poussent les travailleurs à accepter comme solution à leurs difficultés financières, l'allongement de la journée de travail, s'apercevraient qu'il n'y a pas d'autres moyens pour lutter contre ce fait que de montrer aux travailleurs que la C.G.T., et surtout le Parti communiste, sont prêts à s'engager sur la voie de renversement de ce régime.

L'événement majeur de ce congrès sera la discussion qui se déroule actuellement sur le programme d'Action présenté par la Commission Administrative. (Nous analysons, par ailleurs, le fond de cette discussion.)

Les précédents ne se préparaient qu'à travers les conseils syndicaux, sans être l'affaire de tous les syndiqués, de toute la classe ouvrière. La préparation du 30^e congrès doit se faire à travers une large discussion où les travailleurs devront exprimer librement leurs critiques, leurs suggestions sur l'activité de leur organisation majoritaire.

Jusqu'à présent, la direction de la C.G.T. avait à peu près tout fait pour étouffer le débat, pour le limiter à un cercle aussi étroit que possible de hauts cadres syndicaux. Pourquoi la discussion fut-elle engagée dans « le Peuple » confidentiel, au lieu de « la Vie ouvrière » ? Les premiers articles consacrés dans l'« Humanité » au Congrès ne disaient pas un mot sur cette discussion. C'est tout à fait par hasard, par accident, que des militants apprenaient qu'il y avait des divergences, l'une discussion, tantôt au hasard d'une assemblée de cadres, tantôt par des organes non syndicaux.

Survenant dans de telles conditions, auprès de militants qui n'ont pas l'habitude de telles discussions, elle apparaissait plutôt comme une sorte de maladie honteuse sur laquelle il fallait un silence pudique, alors que la discussion est la condition première de la vie et du développement des organisations ouvrières.

Mais les manœuvres des hauts bureaucrates ne réussissent plus aussi aisément que jadis. Précisément parce qu'ils ont conscience des difficultés présentes du mouvement ouvrier, tous les militants qui ont eu vent de cette discussion y ont aussitôt attaché le plus grand intérêt. Et la direc-

tion doit leur emboîter le pas, d'autant plus qu'elle veut garder le contrôle de la discussion. Le Leap l'a mentionnée à Vincennes, Frachon en parle dans les colonnes de « l'Humanité ».

Pour que cette discussion soit ample et efficace, elle doit être portée à l'ordre du jour de tous les syndicats. Chaque militant syndical doit exiger que la représentation au Congrès de la C.G.T. ne soit pas une pure formalité. Il faut exiger que les textes soient largement répandus, que tous puissent s'exprimer — même s'il ne sont pas membres du Bureau Confédéral ou de la Commission administrative, que cela puisse se faire non seulement dans les assemblées, mais aussi par écrit, que des débats contradictoires soient organisés, que d'autres courants puissent se faire jour.

C'est seulement de cette façon que le 30^e Congrès de la C.G.T. — même s'il ne résout pas la crise actuelle du mouvement ouvrier, et il est impossible qu'il puisse en être ainsi — constituera un grand pas en avant pour la classe ouvrière et la renforcera dans sa lutte pour améliorer et transformer ses conditions de vie et de travail.

VATAUD.

15 jours de grève chez Jaeger-Levallois

Chez Jaeger on fabrique des compteurs et appareillages pour tableaux de bord, pour l'automobile et l'aviation.

On fabrique aussi des mécanismes d'horlogerie pour obus et pour fusées grâce aux commandes « off shore ».

— Les affaires de Monsieur Jaeger vont bien. Les bénéfices avoués sont passés de 15 millions en 1950 à 88 millions en 1953. Le chiffre d'affaire est passé de 2 millions à 3 millions 200.000 frs pour la même période.

— Le capital atteint aujourd'hui plus de 700 millions contre 461 en 1950. La maison s'agrandit, elle achète des ateliers à Chalons-sur-Marne et à Courbevoie.

— Les nôtres, d'affaires, vont beaucoup moins bien.

Nous sommes 2.200 travailleurs parmi lesquels 50 % de femmes O.S.

Nous travaillons 10 h. par jour et on nous impose fréquemment de travailler le samedi. Les cadences de travail sont épuisantes.

Il faut travailler en regardant une pendule spéciale. Pendant que l'aiguille fait un tour, il faut avoir fait un certain nombre de pièce, il faut pointer pour chaque série de pièces terminée. On appelle ça le système Bédoux une belle invention.

Toutes les ouvrières sont épuisées et malades.

Celles qui tiennent le mieux le coup se font pas plus de 150 frs de l'heure toutes primes comprises. Alors ça ne pouvait plus durer. C'est pour ça qu'il y a eu grève.

Ça a commencé par les outilliers et les professionnels des prototypes. Ils demandaient 15 frs de l'heure.

On s'est dit que ça nous intéressait aussi. Justement le lendemain, on fait une assemblée, les délégués de la C.G.T. et de F.O. étaient d'accord. Alors on a pas repris le travail. On est parti de l'usine Meunier tous ensemble pour aller à la direction. En passant on a débrayé les ouvrières de l'usine Crefulhe. Dans les escaliers et le hall du patron, on criait « nos 15 francs ».

Le patron lui, n'avait jamais vu ça depuis longtemps. Il a proposé de nous payer le 1^{er} Mai si on reprenait le lundi suivant. Il pensait que notre grève était un feu de paille. On lui a fait voir. On a élu des comités de grève, et on a continué. Après le patron a proposé de nous donner 3 %. On s'est dit qu'il commençait à faiblir, et qu'il fallait encore continuer.

Entre temps, il y a eu la solidarité. Les camarades de chez Hispano et de chez Delahaye ont collecté, de l'argent pour nous.

On a fait réintégrer une camarade qui avait été licenciée.

Enfin, au bout de 15 jours, nous avons obtenu 5 % d'augmentation de tous les salaires. Nous avons décidé d'accepter et de reprendre le travail parce que c'était difficile de continuer.

En plus, nous avons le 1^{er} Mai payé, la promesse de l'examen des revendications particulières d'équipes et d'atelier, pas de sanctions pour fait de grève, etc., il faudra encore se battre pour que le patron respecte tout ça bien sûr. Mais maintenant on le pourra. (Correspondante.)

La Conférence ouvrière européenne

La Conférence de Leipzig vient de terminer ses travaux. A l'issue de ses assises des appels ont été lancés : « Unissez vos efforts, serrez les rangs, et lutez... » « Vos actions toujours plus unies et résolues vous ouvrent la voie d'un avenir de paix et de bonheur... »

Les ouvriers de France, d'Allemagne, de Belgique, d'Italie, etc., ont fait preuve ces dernières années de combativité, à plusieurs reprises. Leur volonté de lutte est évidente. — Mais il ne peuvent pas lutter et se battre sans programme. — Or jusqu'à présent en ce qui concerne cette Conférence, il a surtout été question de la lutte pour la Paix, contre les Accords de Paris.

Pourtant dans l'appel des travailleurs de Haines-St-Pierre à Lesquin, qui était à l'origine de cette conférence, le point n° 1 de l'ordre du jour proposé par les ouvriers auteurs de cet appel était :

— Défense des conditions de vie et des libertés des travailleurs.

Aborder ces questions c'était entrer tout de suite au cœur des problèmes du salariat, problèmes communs à tous les ouvriers d'Europe et du monde :

— Défense des salaires et des libertés syndicales, chômage, productivité, habitat, Sécurité Sociale, prestations familiales, etc.,

Un programme établi à partir de telles préoccupations pouvait permettre à des travailleurs de toutes les organisations syndicales de donner leurs avis et d'amener une participation plus large, plus représentative, plus importante.

C'était indispensable, face à tous les accords, pools, pactes, etc., qui ont pour but de renflouer et de préserver les intérêts des capitalistes en Europe.

Nous avons dit dans ce journal ce que nous pensions de cette Conférence, de l'importance du mot d'ordre à l'origine, ainsi que de sa préparation par la C.G.T. Nous ne reviendrons pas sur ces points.

Un Appel est lancé par les délégués pour continuer cette conférence, des propositions pourront être faites, mais le résultat reste douteux après un tel départ.

A l'occasion des comptes rendus des délégations, les travailleurs sauront dire ce qu'ils pensent de cette préparation insuffisante alors que le retentissement pouvait être très grand dans une situation internationale déjà critique pour les forces capitalistes.

Toutefois, une telle idée peut être reprise avec plus de force et les erreurs de la Conférence de Leipzig évitées par des syndicalistes clairvoyants qui sauront tirer des leçons de cette expérience.

FRONT UNIQUE (Suite de la 1^{re} page)

ARRIVERENT les élections cantonales, préface aux élections générales de l'an prochain. La direction du P.S., rejetée dans l'opposition, n'eut aucune difficulté à se livrer à un peu de démagogie, ce qui est d'ailleurs son habitude en période électorale. Quant à la direction du P.C., même pour poursuivre la lutte contre le réarmement allemand, elle devait faire appel à de nouveaux thèmes, recourir à de nouvelles tactiques. On la vit tâtonner : Duclos écrivait une lettre à Depreux que *l'Humanité* mentionna à peine; puis le Bureau Politique proposa au Comité Directeur de la S.F.I.O. de donner des directives à leurs organismes de base pour une action commune contre la fabrication d'armes atomiques en France. Là encore, la direction du P.C. fit le silence sur sa propre proposition quelques jours plus tard.

Mais, aussitôt après le premier tour, la direction du P.C. mit en avant la possibilité de désistements pour le second tour. Il y aurait beaucoup à dire sur la façon dont ce fut fait, sur la condition d'un programme minimum, sur le fait de placer le parti socialiste (qui est un parti ouvrier) et les parti bourgeois de gauche sur le même plan. Mais, malgré cela, une chose se manifesta aussitôt : les militants communistes y trouvèrent une possibilité d'action, les militants socialistes y furent sensibles malgré l'opposition hargneuse de leur direction, et les électeurs ouvriers y répondirent. L'expérience fut faite, si on peut dire, à petite échelle, et dans des conditions encore peu favorables, après tant d'années d'animosité et de suspicion entre militants communistes et socialistes. Elle n'en est que plus concluante.

Il faut au P.C. enterrer la politique d'union nationale et se tourner vers une politique systématique de front unique, c'est-à-dire une politique qui considère la parti socialiste comme un parti ouvrier, auquel on s'adresse en tant que parti, et non une organisation dont on cherche à débaucher individuellement les militants.

Enfin, s'il était encore besoin d'un argument pour une véritable politique de front unique, il nous est donné par l'ennemi de classe : il suffit de voir avec quelle inquiétude la bourgeoisie, toute la bourgeoisie, a vu s'opérer, ne fut-ce que dans un nombre limité de cantons, le rapprochement des organisations communistes et socialistes. Elle a agité le spectre du Front populaire, mais elle sait que c'est tout autre chose que le Front populaire qui pourrait résulter d'un rapprochement et d'un accord des deux partis ouvriers. Les expériences de 1936 et de 1944-45 ne sont pas passées en vain.

LA voie, disons-nous, est indiquée. Mais les directions ouvrières ne sont pas disposées à la prendre.

L'attitude de la direction du P.S. est si manifestement honteuse qu'il est à peine nécessaire de s'expliquer longuement pour la stigmatiser une fois encore. On peut toutefois espérer que l'expérience des récentes élections ne va pas passer sans avoir de conséquences dans ce parti où on est particulièrement sensible aux considérations électorales. La lutte contre la C.E.D. et les accords de Paris s'y était déroulée dans la confusion, les militants de gauche se trouvant aux côtés de droitiers les plus extrêmes, aucune clarification ne semblait possible. Maintenant, que le problème de l'unité d'action ouvrière se trouve porté au premier plan, un réalignement s'en trouvera peut-être favorisé.

Cela dépendra pour beaucoup de la politique du P.C.F. On a vu qu'un petit geste, au lendemain du premier tour, a eu un écho inattendu. Une politique systématique de front unique aurait des répercussions considérables.

Mais la direction du P.C. aborde la question de façon empirique et médiocre. Il y a certainement une bonne dose d'opportunisme électoral dans la décision du Bureau Politique pour les désistements. Après avoir pendant très longtemps ignoré le P.S. en tant que parti, voici que Billoux explique qu'il faut d'abord faire le front unique sur des questions partielles, avant de pouvoir songer à le faire d'une façon très large. Au même moment, dans la C.G.T., Marcel Paul explique que le rapport des forces est en défaveur des masses, et qu'il était aussi à la libération, au moment où la bourgeoisie était sans forces, sans Etat, et où les ouvriers étaient armés!

Cette direction prend les défaites de sa politique pour des défaites de la classe ouvrière, ce qui n'est absolument pas le cas. Les travailleurs ont été abasourdis, désorientés, précisément lorsqu'ils n'ont pas eu d'objectifs en 1953 ou que les députés communistes et socialistes ont voté la confiance à Mendès-France; mais ils n'ont pas été battus, la répression bourgeoise — sauf en Afrique du Nord — a montré plus de velléités que de possibilités effectives. Toute la puissance des travailleurs peut se manifester à nouveau rapidement.

CE qui a manqué aux masses, ce qui leur manque encore, ce n'est pas la force ni à plusieurs reprises la volonté de combat, c'est un objectif qui les stimule, une direction qui ose.

La nécessité d'un programme pour la réalisation de l'unité d'action ouvrière et d'un objectif gouvernemental trouve à présent un pâle reflet dans la discussion ouverte pour le Congrès de la C.G.T. Les Lebrun, Rouzard parlent en réformistes, mais ils ont soulevé des questions pertinentes : le mouvement général des masses ne sera pas l'addition de mouvements partiels sur des revendications élémentaires, il surgira de mouvements partiels qui auront été préparés et nourris par la perspective d'un mouvement d'ensemble pour l'objectif le plus élevé : le pouvoir aux travailleurs.

Si la direction du P.C. mène une campagne inlassable, par des propositions judicieusement adressées à la direction du P.S. pour une lutte commune sur un programme commun à réaliser par un gouvernement P.C.-P.S., les militants du P.C. se trouveront réarmés, les militants socialistes y répondront avec ou sans la permission de leur direction, la classe ouvrière se lancera dans l'action avec vigueur, certaine de sortir la société de la décomposition capitaliste et d'aborder la construction de la société socialiste.

Pierre FRANK.

Le Mirage de la "Détente"

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

bond en avant, se montre en fait hostile dans ce domaine.

Quant à l'Asie, on a pu remarquer que l'acceptation de discussions bilatérales par Washington s'est accompagnée d'un renforcement du dispositif militaire à Formose même et dans tout le Pacifique.

EN FAIT, EN DEBIT DES AFFIRMATIONS OPTIMISTES DE LA PRESSE, LES DANGERS DE GUERRE DECOULANT DU FACTEUR FONDAMENTAL DE LA SITUATION : LE BESOIN IMPERIEUX DU MONDE CAPITALISTE — ET DE L'IMPERIALISME AMERICAIN EN PREMIER LIEU — DE RETABLIR SA DOMINATION ECONOMIQUE SUR LE MONDE, DE MEURENT TOUJOURS AUSSI AIGUS.

L'actuelle situation mondiale est caractérisée par de brusques tournants et nous avons vu plusieurs fois déjà des périodes de détente qui brutalement se sont transformées en tension sur un point ou un autre. En fait aucune base n'existe plus pour un accord fondamental.

**

Les discussions actuelles ne sont cependant pas sans importance dans la gigantesque lutte des maintenant ouverte entre le camp de la révolution dont font partie le prolétariat mondial et ses conquêtes : l'U.R.S.S., les démocraties populaires et la Chine d'une part et l'impérialisme coalisé d'autre part. Elles signifient d'abord que l'impérialisme hésite à se lancer dans sa criminelle aventure (dans la mesure où une crise économique ouverte ne menace pas encore aux U.S.A.). L'approche des élections aux U.S.A. incite aussi dans une certaine mesure les dirigeants de la politique américaine à faire des concessions à la volonté de paix du peuple américain, en acceptant des discussions sur des points secondaires de sa stratégie mondiale. De telles discussions, de telles accalmies temporaires dans la course inéluctable de l'impérialisme à la guerre mondiale sont très importantes pour le camp du prolétariat... à condition qu'il les utilise pour renforcer sa position en sapant les bases de l'impérialisme dans chacun des pays que celui-ci domine.

Les initiatives diplomatiques de l'U.R.S.S. et la Chine qui ont été faites à un moment et sur des points qui pouvaient permettre d'engager les pourparlers et même peut-être de les conclure, ne sont pas en soi néfastes à la manière des accords de Yalta et autres. En ce qui concerne l'Autriche, en particulier, elles offrent de plus l'avantage d'être exploitables par le mouvement ouvrier dans l'Europe occidentale. La proposition qui consiste à permettre à un pays de se tenir en dehors de toutes les alliances militaires peut aussi être,

sur un point aussi important que celui de la politique extérieure, la possibilité pour les partis communistes et socialistes, en France en particulier, de trouver un point d'accord (1). Et les militants de la classe ouvrière de ce pays qui désirent sincèrement le front unique communiste-socialiste, mais qui se heurtent au fait que les directions de leurs partis sont fondamentalement en désaccord sur la politique extérieure, vont pouvoir se saisir de l'exemple autrichien. Ils demanderont qu'en France aussi, la direction du P.C.F. et celle du P.S. se mettent d'accord non seulement sur les problèmes de politique intérieure qui peuvent servir à un programme minimum commun des deux partis, mais sur une politique extérieure. Un gouvernement des travailleurs composé essentiellement de représentants de ces deux partis proposerait de se tenir en dehors de toute alliance militaire, laissant le peuple décider démocratiquement de son orientation. Ainsi serait supprimé un obstacle DE FAIT capital au front unique et à un gouvernement P.C.F.-P.S.

C'est une des manières qu'ont les militants révolutionnaires d'utiliser pour renforcer le camp du prolétariat mondial, le répit actuel.

AUX DISCUSSIONS DIPLOMATIQUES DOIT CORRESPONDRE UN RENFORCEMENT CONSCIENT DE LA LUTTE DES CLASSES DANS TOUS LES PAYS CAPITALISTES, UNE RECHERCHE CONSCIENTE DE LA PART DES MILITANTS OUVRIERS REVOLUTIONNAIRES DE TOUT CE QUI PEUT FACILITER ET RENFORCER CETTE LUTTE DE CLASSE POUR AFFAIBLIR L'IMPERIALISME, ET EN PARTICULIER LA RECHERCHE DU FRONT UNIQUE OUVRIER.

Pour que cette recherche consciente s'accomplisse, il faut en premier lieu que les partis communistes cessent, comme c'est un des traits fondamentaux de leur attitude depuis de longues années, de suivre pas à pas les démarches de la diplomatie soviétique et en particulier, de cesser ou de freiner la lutte des travailleurs de leurs pays respectifs lorsque la direction de l'Union Soviétique discute avec les gouvernements de ceux-ci. C'est le contraire qu'il faut faire et c'est seulement ainsi que le temps accordé par les discussions diplomatiques servira dans l'immense lutte actuelle de deux classes, de deux mondes, dont l'enjeu final est soit la destruction et la décadence capitaliste, soit l'épanouissement de l'humanité dans le socialisme.

L. PERIER.

(1) Il y a plus d'un an que la « Vérité des Travailleurs » a commencé à développer cette position dont les faits montrent aujourd'hui le réalisme et l'efficacité révolutionnaire.

EN BRETAGNE

(SUITE DE LA P. 3)

où nous nous trouvons au moment des élections, les Socialistes se désistent pour le candidat communiste, tandis que 3 candidats Communistes appellèrent à voter socialiste. Dans le seul canton de Carhaix les candidats des deux Partis restèrent en présence. Si les « candidats de l'Unité » ont enregistré des résultats importants, un seul candidat du P.C. a été élu à Carhaix, dans les C.-d.-N. 5 élus, à St-Nazaire 1 élu.

Il apparaît que les accords électoraux n'ont pas provoqué un enthousiasme débordant. Mais il ne faut pas y accorder trop d'importance. Bien plus importants sont les progrès de

l'unité dans les entreprises et les chantiers. La route du Front unique pour la prise du pouvoir est semée de difficultés qui paraissent insurmontables à ceux qui ne comprennent pas le processus de maturité politique qui chemine dans la conscience des masses. Les marxistes révolutionnaires qui comprennent ce processus et participent à son mûrissement savent que la classe ouvrière bénéficie d'un rapport de forces favorable aussi bien en France que sur le plan international et que rien n'empêchera l'explosion des forces révolutionnaires qui aspirent au renversement du régime capitaliste dans un avenir rapproché. C.H.